

DEUXIEME PARTIE

**Les fondements de l'Economie
institutionnaliste**

**II : Une homogénéisation des pensées de
Veblen et Commons.**

INTRODUCTION GENERALE DE LA DEUXIEME PARTIE

L'institutionnalisme a marqué l'histoire de la pensée et les pratiques académiques des économistes aux U.S.A. vers les années 1920 et 1930 en introduisant des thématiques peu ou pas abordées jusque là par l'Economie orthodoxe. On a cependant pu insister sur la diversité, voire l'hétérogénéité des idées institutionnalistes réduisant le courant à une simple sensibilité hétérodoxe reposant non sur une base théorique unifiée mais sur un patrimoine critique partagé. Plus encore, certains distinguent deux formes concurrentes d'institutionnalisme : l'une à vocation normative, trouvant sa source dans l'œuvre de Veblen et conduisant à des préceptes révolutionnaires ; l'autre ayant comme origine le réformisme de Commons, ne présentant pas d'incompatibilité fondamentale mais plutôt un enrichissement des sujets traités par l'Economie dominante.

Cette Partie a pour objectif de montrer, au contraire, que les pensées de Veblen et de Commons convergent sur des points essentiels, aptes à constituer une cohérence des fondements d'un courant, ou d'une école de pensée institutionnaliste.

Klein a posé un certain nombre de critères pour la définition d'une école de pensée (Klein 1990).

(1) Le premier est un critère de localisation spatiale associé à une position théorique spécifique : on parle de l'école autrichienne, de l'école de Chicago, de l'école de Lausanne.

(2) Ensuite, une école de pensée peut résulter des apports d'un individu particulier responsable d'un corpus ou d'une œuvre originale en matière de théorie économique (c'est le cas de Marx et de Keynes, par exemple).

(3) Le troisième critère est celui d'une position centrale propre à un courant particulier, par exemple la conception de la nature de la richesse qui oppose les physiocrates aux mercantilistes et caractérise chacun de ces courants.

(4) Enfin, le dernier critère est celui d'une position cruciale, qui pourrait être également définie comme un système de positions constitué d'un ensemble cohérent d'hypothèses, de théories et de propositions prescriptives ou normatives. Ce critère s'applique particulièrement aux corpus classique et néo-classique que l'on peut caractériser à partir d'un système de propositions plus qu'à partir d'une proposition unique.

Ces critères ne sont pas exclusifs mais représentent un angle d'attaque plus ou moins pertinent selon les circonstances, c'est-à-dire selon le corps doctrinal que l'on cherche à identifier.

Le premier et le dernier de ces critères peuvent être considérés comme importants et, néanmoins, anecdotiques. (1) La localisation spatiale peut apporter des éléments contextuels significatifs mais peut aussi lisser la diversité des positions. Il s'agit d'un critère plutôt sociologique. Que l'institutionnalisme ait pu être revendiqué comme un courant américain, se nourrissant du matériel empirique du système économique américain n'exclut pas qu'à certains égards on puisse parler d'institutionnalisme allemand, à propos de l'Ecole Historique, et d'institutionnalisme français pour les travaux de certains économistes de l'entre-deux guerre. (2) Retenir, pourtant à juste titre, un individu charismatique pour l'origine d'un champ théorique est souvent une offense envers le matériel théorique antécédent dont il s'est inspiré (les travaux de Wicksell pour Keynes) et le travail collectif qui est à l'origine de sa production (l'équipe de travail autour de Keynes). Il s'agit, ici, d'un critère psycho-sociologique

En ce qui concerne l'institutionnalisme, nous voulons au contraire réconcilier les deux figures emblématiques que sont Veblen et Commons. Toutefois, pour une question de méthode et de cohérence chronologique, la confrontation va être conduite à partir des apports caractéristiques de l'analyse de Veblen.

Les critères de position, qu'ils puissent être ramenés à une position fondamentale (3) ou à un système de positions (4) sont, au contraire, le cœur de la définition d'une école de pensée. Ils constituent le point de vue épistémologique de la définition d'un courant de pensée. C'est à cette recherche d'une position centrale ou d'un système crucial - c'est-à-dire en forme de croix, ce qui signifie qu'autour de la position centrale, qui peut être la position épistémologique fondamentale, s'édifie un réseau de positions périphériques de nature méthodologique ou théorique - que l'on veut se livrer pour le courant institutionnaliste.

A la procédure de "déshomogénéisation" de courants supposés cohérents conduite par Jaffé pour la marginalisme et par Dufourt et Garrouste pour le courant autrichien (Dufourt/Garrouste 1993), on peut répondre à la nécessité inverse de rendre au courant institutionnaliste l'homogénéité qui lui est parfois contestée, à partir des pensées spécifiques de Veblen et Commons.

Dufourt et Garrouste spécifient les "pensées" à trois niveaux qui font système : un niveau épistémologique, un niveau méthodologique, et un niveau théorique et dont l'ensemble peut correspondre à l'idée de "position cruciale" chez Klein. La recherche

d'une position cruciale commune à Veblen et Commons répond, ainsi, à la volonté de restituer une homogénéité à la pensée institutionnaliste.

La partition des dimensions épistémologique, méthodologique et théorique ne peut, cependant, pas être conservée comme ordre de confrontation des œuvres dont la structure n'est pas toujours appropriée à la spécification de ces niveaux.

Deux thèmes ont été retenus pour leur importance du point de vue de l'homogénéité des pensées, à partir des apports véritablement originaux et potentiellement réformateurs de la pensée économique que l'on a établi dans l'œuvre de Veblen :

(1) la conception de la dynamique économique s'appuyant sur l'analogie évolutionniste issue de l'épistémologie darwinienne préconisée par Veblen dans le domaine des sciences sociales (second Chapitre) ;

(2) la conception de la structure institutionnelle à l'origine de la dynamique du système économique, à partir de la théorie dichotomique des institutions élaborée par Veblen (troisième Chapitre). Cette idée de structure ne renvoie pas uniquement à la définition des organisations marquantes du système économique mais aussi aux valeurs qui leur sont associées.

Mais avant de la confronter à celle de Veblen, il faut rendre à Commons la spécificité de sa pensée en évoquant ses apports conceptuels spécifiques à l'Economie Politique (premier Chapitre) qui comprennent sa conception des comportements, sa vision du monde et du statut de l'Economie.

PREMIER CHAPITRE

**L'Economie institutionnaliste de John R.
Commons (1862-1945).**

Commons est, après Veblen, la seconde référence incontournable à propos des fondements de l'institutionnalisme américain. Son œuvre est, par beaucoup, considérée comme difficile. Cette difficulté est certainement le prix de sa tentative de rupture avec la terminologie habituellement acceptée dans la discipline, ou encore avec ce que Wittgenstein appelle "les jeux de langage" au sein d'une communauté scientifique. On a pu douter du contenu novateur de l'œuvre de Commons, sur le plan théorique. Chamberlain a d'ailleurs pu dire que "Commons fut un producteur de concepts, non un constructeur de système théorique" (Chamberlain 1963 ⁶⁷).

Si on exclut le domaine de l'Economie du travail qui constitue cependant une part très importante de ses travaux, la contribution de Commons peut être d'abord ramenée à l'idée que la dynamique institutionnelle, et en premier lieu juridique et politique, est plus qu'un cadre pour la dynamique économique qui, de ce fait, ne peut analytiquement en être dissociée.

Nous présentons ici l'essentiel de son élaboration terminologique visant à rendre compte des caractères collectifs et institutionnels des comportements économiques.

En premier lieu, l'analyse des présupposés de l'Economie le conduit à réinterpréter la relative harmonie des sociétés comme le résultat d'un compromis, issu de l'action collective, entre la rareté (naturelle ou institutionnalisée) des biens et l'interdépendance des hommes.

En second lieu, l'investigation du champ social ne peut être, selon lui, appréhendée à partir du comportement isolé des individus, ni de groupes sociaux dont la structure serait spécifiquement établie, mais à partir d'une typologie formelle des relations contractées entre les individus ou les groupes sociaux et qu'il appelle les transactions.

Enfin, à partir de cette typologie des transactions, Commons s'efforce de définir le concept d'institution à la fois comme entité sociale et comme procès d'actions, ce concept étant essentiel à la compréhension des phénomènes économiques.

1. Les présupposés de l'Economie selon Commons : le tryptique - Conflit - Dépendance - Ordre .

L'œuvre de Commons comprend une intention critique qui consiste à reconsidérer l'Economie dans ses présupposés. En partant, comme l'Economie traditionnelle, de la rareté comme principe fondateur, il insiste néanmoins sur la nécessité d'un changement de point de vue pour appréhender les conséquences de la rareté dans le champ économique. Il lui semble plus important d'aborder ces conséquences sous l'angle des

⁶⁷ "Commons was a concept builder, but not a system builder" (Chamberlain 1963).

interactions entre individus qu'en termes de stimuli physiques à la production et la consommation. Aussi, érige-t-il les conflits au centre des arrangements sociaux visant à les maîtriser ainsi que l'ordre relatif qui en résulte.

1.1. Au commencement était la rareté...

Commons ne prétend pas divorcer des traditions théoriques qui l'ont précédé, mais se propose plutôt : d'en corriger les lacunes liées aux points de vue adoptés ; d'en dépasser les divergences.

De plus, il ne croit pas en l'idée d'une autonomie (réelle et analytique) de la sphère économique et cherche à intégrer dans un même schéma explicatif les dimensions juridiques, économiques et éthiques de l'activité humaine. Il entend, ainsi, promouvoir une perspective en quelque sorte négligée par ses prédécesseurs, perspective qui tient à une définition substantielle du champ de l'Economie par rapport à la conception formelle des néo-classiques.

Il souscrit néanmoins, et conformément à l'Economie traditionnelle, à la conception de l'origine de l'Economie dans le phénomène de rareté.

Mais la rareté est généralement appréhendée du point de vue de la relation entre l'individu et la nature. Les économistes classiques, tel Ricardo, déduisent du préalable de la rareté une préoccupation de l'efficacité du rapport homme/nature. Aussi mettent-ils l'accent sur la marchandise, en tant que produit du travail humain et moyen de pouvoir sur la nature. Les économistes utilitaristes, à la suite de Bentham, considèrent, eux, la marchandise sous l'angle du plaisir qu'elle procure à l'individu dans l'acte de consommation, ce plaisir étant directement corrélé à la quantité disponible de marchandise, et donc à la rareté. La marchandise comme unité classique - il surnomme le courant classique *engineering economics* - et le plaisir comme unité hédoniste - pour le courant marginaliste rebaptisé *home economics* - constituent les faces objectives et subjectives d'une même relation entre l'individu et la nature ⁶⁸.

La rareté, au delà des phénomènes qu'elle suscite sur les rapports des hommes à la nature, doit, selon Commons, être considérée sous l'angle des effets qu'elle produit sur les rapports des hommes entre eux.

⁶⁸ "If in the field of economics the units had been, first, Lockes's and Ricardo's material commodities owned and the individuals who owned the commodities, while the «energy» was human labor. Next, the units continued to be the same or similar physical commodities and their ownership, but the individuals became those who consumed commodities and the «energy» became the stimuli of wants, depending upon the quantity and kind of commodity wanted. The first was the objective side, the other the subjective side of the same relation between the individual and the forces of nature" (Commons 1934a p 56).

Aussi, à la suite de Hume, il considère que le conflit d'intérêts est le phénomène prédominant des relations humaines, consécutif de l'hypothèse de rareté fondatrice.

Ce conflit pourrait conduire au chaos ; pourtant ceci est relativement exceptionnel, et pour deux raisons :

(1) la dépendance mutuelle entre les hommes, pour lutter efficacement contre la rareté, fait contrepoids au principe conflictuel, et implique un second principe, celui de coopération ou "d'efficience". "C'est à cause de la rareté, dit Commons, que je fait de l'efficience un autre principe universel qui permet de surmonter la rareté par la coopération" (Commons 1934a p.6 ⁶⁹).

(2) un compromis est nécessaire pour déterminer un équilibre entre conflit et interdépendance. De ce compromis émerge un principe d'ordre, produit de l'action collective.

"Je considère, dit Commons, que les conflits d'intérêt sont prédominants dans les transactions. Mais j'en déduit qu'ils ne peuvent constituer le seul principe, car il faut compter aussi avec l'interdépendance ainsi qu'avec l'ordre maintenu par l'action collective" (Commons 1934a p.6 ⁷⁰).

Si, pour les économistes classiques, l'harmonie entre les différents intérêts individuels est un présupposé, pour Commons celle-ci est une conséquence de l'action collective, destinée à juguler, ou du moins réguler, les conflits ⁷¹.

L'harmonie, au sens classique, est un ordre transcendantal vis-à-vis des actions humaines, alors que pour Commons, l'ordre est une construction, le résultat de l'action collective. On pourrait de même opposer à l'idée classique d'harmonie, qui repose sur un type d'institution particulier - dont l'expression juridique est la propriété individuelle ; l'expression économique, le marché et l'expression éthique, la liberté et la responsabilité individuelle -, l'idée de différents ordres possibles.

⁶⁹ "It is for this reason of scarcity that I make efficiency also a universal principle, because it overcomes scarcity by cooperation" (Commons 1934a p.6).

⁷⁰ L'ensemble de la citation originale est : " Institutional economics openly avows scarcity, instead of taking it for granted, and gives to collective action its proper place of deciding conflicts and maintaining order in a world of scarcity, private property, and the resulting conflicts. I make conflicts of interests predominant in transactions. But I conclude that this cannot be allowed to be the only principle, because there are also mutual dependence and maintenance of order by collective action. I start, like economists, with scarcity, as universal for all economic theory. Then I proceed, as did Hume and Malthus, to show that out of scarcity derives not only conflict, but also the collective action that sets up order on account of mutual dependence" (Commons 1934a p.6).

⁷¹ "But cooperation does not arise from a presupposed harmony of interests, as the older economists believed. It arises from the necessity of creating a new harmony of interests - or at least order, if harmony is impossible - out of the conflict of interests among the hoped-for cooperators" (Commons 1934 p.6).

D'ailleurs, et de façon volontairement provocatrice, Commons remarque que si la forme contemporaine la plus fameuse de coopération, aux Etats-unis, est la "*holding company*", d'autres formes de coopération, telles le communisme ou le fascisme, parviennent, à leur façon, à surmonter les conflits d'intérêt.

Si à la rareté est associé le principe de conflit et à l'interdépendance, le principe "d'efficience", à l'ordre issu de l'action collective est attaché le concept d'avenir (*futurity*)⁷².

1.2. Incertitude, Ordre et Avenir (*Futurity*).

Les unités d'investigation de la Science Economique traditionnelle relèvent des points de vue des individus et de la marchandise. En revanche, pour Commons, l'Economie Politique doit s'interroger sur la nature des arrangements collectifs relatifs, non pas aux marchandises, mais à leur propriété. Aussi, à la dimension économique des activités humaines sont associées, inséparablement, les dimensions éthiques et juridiques, attendu que l'action collective repose sur des règles, dont les sanctions sont aussi bien morales, légales, qu'économiques⁷³.

Quelles fonctions remplissent ces règles?

Comme l'enseigne la philosophie pragmatique de Peirce et Dewey à propos de l'action individuelle, l'action collective est armée pour réduire l'incertitude fondamentalement liée à l'activité humaine.

"C'est une donnée de la nature humaine que ce principe fondamental et ultime sans lequel l'homme ne peut vivre en société - le principe de stabilité des anticipations. Ce n'est ni la justice, ni le bonheur qui est fondamental, c'est la stabilité, serait-ce la stabilité de l'injustice et de la pauvreté" (Commons 1934a p.705⁷⁴).

⁷² L'adoption du terme "avenir" comme traduction du concept de "*futurity*" est le produit d'une discussion avec Jérôme Maucourant. Que l'initiative de cette traduction lui soit attribuée.

⁷³ " (...) ethics deals with the rules of conduct arising from conflict of interests and enforced by the moral sanctions of collective opinion. Economics deals with the same rules of conduct enforced by the collective sanctions of economic gain and loss. Jurisprudence deals with the same rules enforced by the organized sanctions of physical force. Institutional economics is continually dealing with the relative merits of these three types of sanctions" (Commons 1934a p.71).

⁷⁴ "They are a law of human nature in that they go to a fundamental and ultimate principle without which man can not live in society - the principle of Security of Expectations. It is not justice, nor happiness, that is fundamental - it is security, even the security of injustice and poverty (...) " ; et la suite de la citation " For security is not so much the accidents resulting from intentional forces of nature as it is the security of intentions, negligence, and caprice on the part of those having superior physical or bargaining power. The former insecurity can be, and has been, largely avoided by stabilisation of the wills of those having authority" (Commons 1934a p.705).

Pour agir, les participants ont besoin d'informations sur le futur, qui serait imprédictible si un certain nombre d'événements ne se répétaient, permettant aux agents des anticipations sur la base de leur expérience présente et passée. La sécurité de leurs anticipations incombe à un ensemble de règles que Commons désigne par "règles de fonctionnement" et qui ont pour fonction de produire de la prévisibilité et par suite de l'ordre dans les comportements ⁷⁵.

Dans leurs comportements économiques, les agents agissent au présent mais pensent au futur, leurs anticipations se nourrissent de l'ordre conféré par les règles qui sont elles-mêmes le produit de l'action collective. Commons désigne par l'expression "Avenir" (*futurity*, qui pourrait être aussi traduit, au prix d'une certaine perte sémantique, par "anticipation"), la disposition des individus à projeter leurs actions dans le temps et l'espace collectif ⁷⁶.

La conception des comportements chez Commons n'est pas individualiste, cette projection psychologique dans l'Avenir renvoie à la nécessité d'une compréhension intersubjective comme base de l'action, de même que l'ordre des comportements dépend de catégories collectives *a priori*, telles les règles ou les représentations collectives. Cette conception anti-individualiste est manifeste dans le choix que fait Commons de considérer non pas l'action individuelle comme plus petite unité d'analyse des comportements mais la trans-action.

"Ainsi, l'unité ultime d'activité, qui coordonne le juridique, l'économique et l'éthique, doit contenir les trois principes de conflit, de dépendance et d'ordre. Cette unité est la transaction" (Commons 1934a p.58 ⁷⁷).

2. L'unité heuristique : la transaction ⁷⁸.

Le champ social est, par nature, complexe. Aussi la recherche en sciences sociales, et la recherche scientifique plus généralement, aborde-t-elle ce champ selon "un angle d'attaque", ou, autrement dit, par un bout de la réalité. Cet "angle d'attaque" est conditionné par un certain nombre d'hypothèses préalables dites hypothèses heuristiques, qui sont des hypothèses sur la manière de mener une investigation. Parmi

⁷⁵ " (...) we investigate how our own minds and the world about us actually behave in a society of human beings whose future is frankly recognised as unpredictable but which can be controlled somewhat by insight and collective action" (Commons 1934a p.107).

⁷⁶ "It is this relation of the part to the whole and of the past experience to futur expectations that become the psychology of our transactions (...) " cité par Mitchell, 1935.

⁷⁷ "Thus, the ultimate unit of activity, which correlates law, economics, and ethics, must contain in itself the three principles of conflict, dependence, and order this unit is a transaction" (Commons 1934a p.58).

⁷⁸ Cf. particulièrement Commons, 1924, chapitre 4, pp.65-142.

ces hypothèses il en est une qui concerne la façon dont on considère le lien social entre les différents constituants d'une société. Cette hypothèse heuristique sur le lien social détermine quelle est l'unité d'investigation du champ social, que nous qualifions d'«unité heuristique».

L'unité d'investigation traditionnelle dans la pensée économique est soit l'individu (le consommateur et le producteur de l'Economie marginaliste) soit un ensemble d'individus, ensemble dont les propriétés sont plus ou moins autonomes vis-à-vis de ses constituants (la classe sociale dans le premier cas, une firme dans le second cas, par exemple). Commons prétend rompre avec ces approches et souligne l'intérêt d'appréhender la réalité économique sous l'angle des interactions entre les entités, qu'elles fussent individuelles ou collectives. Ainsi la transaction constitue-t-elle la plus petite unité d'investigation du système heuristique de Commons. La transaction semble, en effet, convenir à une conception du comportement humain correspondant à une perspective immédiatement sociale, comme alternative aux conceptions qui abordent ce comportement sous l'angle du rapport de l'homme à la nature et à celles qui le conçoivent selon une perspective subjective ou individualiste.

2.1. De l'échange à la transaction : passeport pour "les valeurs raisonnables".

Commons propose d'élargir la problématique économique à ses dimensions juridiques. En effet, la tradition économique développe une conception de la richesse, au sens de "biens physiques", négligeant la perspective juridique attachée à la notion de "propriété". Cette dernière est considérée par les théories libérales comme "droit naturel et inaliénable". Dans cette acception, elle trône au dessus des relations économiques et n'est pas réellement partie prenante de ces interactions.

Cet écueil est à l'origine de la distinction que propose Commons entre le transfert physique de marchandise et le transfert juridique de propriété. Si le premier renvoie à la notion d'échange, le second est à la base du concept de transaction, unité élémentaire à partir de laquelle l'auteur prétend reconstruire l'édifice du système économique. "Les transactions, dit-il, au sens où nous l'entendons, ne sont pas des «échanges de marchandise» au sens physique de livraison, ce sont des aliénations et des acquisitions, entre les individus, des droits de possessions futurs sur les choses physiques, établis par le cadre des règles collectives de la société. Le transfert de ces droits doit par conséquent, être négocié, entre les parties concernées, selon les règles sociales, avant

que le travail ne produise, le consommateur ne consomme ou que la marchandise ne soit physiquement transférée" (Commons 1934a p.58 ⁷⁹).

Les transactions sont préalables aux échanges et en sont explicatives.

"La transaction est un complexe de relations entre de nombreux sujets économiques, antérieures à la conclusion d'une opération déterminée (...) l'échange est le dénouement de tensions antérieures, conséquences d'un jeu de pressions, d'incitations et de limitations où se trouve l'essentiel de la formation des valeurs" (Perroux 1941). Commons qualifie encore cette transaction "d'électrolyse sociale" (Commons 1924 p.68).

Ainsi, la transaction est une catégorie analytique ⁸⁰ qui transcende le point de vue classique de l'échange comme archétype de la relation sociale. "Les actions individuelles, dit Commons, sont véritablement des trans-actions plus que des comportements d'échange de marchandises" (Commons 1931 ⁸¹).

En substituant "le contrôle juridique de la marchandise" à "son contrôle physique", Commons fait intervenir les projets des acteurs et leurs considérations sur l'avenir (*Futurity*) dans les mécanismes économiques.

L'Economie institutionnaliste, souligne t-il, est un transfert de la théorie classique dans le futur, la production et la consommation devant être considérées comme le résultat futur de transactions présentes. "Le contrôle juridique est le contrôle physique avenir" (Commons 1931 ⁸²).

Les transactions ne conduisent pas à une satisfaction optimale des participants mais à des situations raisonnables du point de vue de la collectivité. Le conflit des considérations individuelles, à propos des transferts de propriété, se résout à travers un

⁷⁹ "Transactions, as thus defined, are not the «exchange of commodities», in the physical sense of «delivery», they are the alienation and acquisition, between individuals, of the rights of future ownership of physical things, as determined by the collective working rules of society. The transfer of these rights must therefore be negotiated between the parties concerned, according to the working rules of the society, before labor can produce, or consumers can consume, or commodities be physically delivered to other persons" (Commons 1934a p.58).

⁸⁰ Commons est bien conscient de la difficulté relative de repérer une transaction, dont une partie est implicitement contenue dans les normes sociales et le droit. Aussi souligne-t-il qu'il s'agit d'une catégorie intellectuelle non réelle, un idéal type weberien. "It should be kept in mind that the formula of a transaction is not a copy of nature or reality - it is merely a mental configuration of the least unit of economic theory - a unit of investigation by means of which reality may be understood" (Commons 1934a p.59)..

⁸¹ "Individual actions are really trans-actions instead either individual behaviour of the exchange of commodities" (Commons 1931).

⁸² "Legal control is futur physical control" (Commons 1931).

processus de négociation, qui ne conduit pas forcément à un contentement mais à un compromis d'opinions et d'actions.

Les unités (individus ou groupes) qui interagissent ne sont pas forcément égales dans la transaction : il existe une hiérarchie des pouvoirs de négociation sanctionnée, en dernière instance, par une autorité supérieure, la Cour Suprême pour les Etats-Unis. Aussi, un réseau de limitations sociales et de pressions inter-personnelles constitue-t-il un cadre pour les relations économiques : il s'agit d'un système de configuration où interviennent des obligations et leur pendant, les droits ; une absence d'obligations (ou liberté) et leur corollaire, l'absence de droit (ou insécurité) (Commons 1924 p.68). Lorsqu'un conflit échappe à ce cadre de résolution, par sa nouveauté ou par son caractère stratégique, les valeurs et leur répartition sont déterminées par des instances chargées d'exprimer la commune opinion, passage des valeurs de transactions aux valeurs raisonnables, en vertu de leur pouvoir de dernier ressort (*sovereignty*).

Considérons à présent la typologie des transactions élaborée par Commons, typologie basée sur des critères juridiques et fonctionnels (Rutherford 1989).

2.2. La typologie ternaire des transactions : transaction de négociation (*bargaining*), transaction d'organisation (*managerial*) et transaction de répartition (*rationing*).

Commons distingue trois catégories baptisées : *bargaining*, *managerial* et *rationing transactions*.

2.2.1. La transaction de négociation (*bargaining transaction*) .

Cette transaction est la plus proche de l'échange de marché, mais à la différence de celui-ci, elle n'engage pas seulement deux acteurs atomisés. En situation non monopolistique, la transaction de négociation fait intervenir au moins cinq individus.

Outre l'acheteur et le vendeur qui se distinguent lors du dénouement de la transaction, il faut considérer l'intervention potentielle d'au moins un acheteur alternatif et d'au moins un vendeur alternatif (Commons 1924 pp.66-69). La négociation est encadrée par une autorité-arbitre. Cette dernière n'intervient pas directement, excepté lorsque le conflit d'intérêt conduit à une crise ouverte ⁸³. Mais elle intervient indirectement : en effet la négociation est gouvernée par les décisions passées et anticipées, prises par l'autorité suprême pour résoudre des situations antagoniques. Les acteurs savent que tel problème

⁸³ "Consequently, if transactions are to go on peaceably without resort to violence between the parties there must always have been a fifth party to the transaction, namely, a judge, priest, chieftain, paterfamilias, arbitrator, foreman, superintendent, general manager, who would be able to decide and settle the dispute, with the aid of the combined power of the group to which the five parties belonged" (Commons 1924 p.67).

a donné lieu, par le passé, à tel type de résolution ; ils conforment leur comportement à l'interprétation anticipée des règles en vigueur par l'autorité juridique.

Dans son ouvrage consacré aux fondements juridiques du capitalisme, Commons interprète le rôle des règles de droit en ce sens ⁸⁴ : "Chaque décision a pour objet d'établir des règles en tant que précédents qui apporteront une anticipation de mutualité et d'ordre lors des conflits d'intérêts" (Commons 1934a ⁸⁵).

Cette catégorie de transaction a pour objectif un transfert de propriété. Parmi les principes "rareté, efficience et ordre", Commons la rattache au problème de la rareté. Aussi, un ensemble hiérarchisé de règles contient les conflits virtuellement liés à ce type de transactions.

Ainsi, les transactions de négociation occasionnent la mise en œuvre d'un ensemble de règles ⁸⁶ dont Commons distingue quatre catégories, selon le degré d'engagement dans la transaction.

(1) Lorsque la transaction confronte l'ensemble des acheteurs et des vendeurs potentiels, se mettent en œuvre les règles relatives à l'égalité de leurs opportunités respectives et qui définissent le champ et la mesure dans laquelle une certaine discrimination peut s'exercer entre les différents acteurs : c'est, en termes juridiques, la doctrine de la "discrimination raisonnable" (*Equal or Unequal Opportunity*).

Si, nous dit Commons, une compagnie de télégraphes ou de transports ferroviaires propose, pour ses services un prix plus élevé à un client virtuel qu'à un autre, cette discrimination est illégale si elle se fonde sur la vente de services absolument similaires. En revanche, si elle se justifie par des différences de quantités, de qualité ou d'autres caractères, la discrimination est alors "raisonnable" et légale (Commons 1934a p.62).

⁸⁴ Commons, The legal foundations of Capitalism, The Macmillan Compagny, 1924.

⁸⁵ "Each decision has for its object the establishment of working rules as precedents which shall bring expectation of mutuality and order out of conflict of interests. All of these relate to ownership of materials and not to the materials" (Commons 1934a).

⁸⁶ Ces règles sont juridiques ou morales, mais Commons montre que même les règles morales ont un pendant ou un fondement juridique. Ainsi la coutume consistant, lorsqu'une personne acquiert une marchandise ou de la monnaie d'une autre personne, non pas à la voler ou lui faire défaut mais à accepter la responsabilité de payer ou de délivrer la marchandise ou le service en échange, a sa traduction juridique dans le droit anglo-américain sous le nom de doctrine *Assumpsit*. De même, la coutume qui consiste à ne pas utiliser des moyens de coercition pour tromper son contractant ou à décevoir ses attentes relatives au gain de la transaction, mais de pratiquer au contraire une transaction "raisonnable", correspond à la doctrine juridique *quantum meruit*. cf. Commons 1934a p.61.

(2) Lorsque deux vendeurs et deux acheteurs se sont distingués, des règles entrent en action, qui déterminent dans quelle mesure la concurrence qui s'exerce entre eux est équitable ou inéquitable (*Fair or Unfair Competition*).

(3) Quand deux des protagonistes, un vendeur et un acheteur, se sont finalement choisis, le titre de propriété en jeu est alors évalué. La négociation autour de cette évaluation fait intervenir les règles relatives aux "prix et valeurs raisonnables" (*Reasonable or Unreasonable Price or Value*).

Les règles sont cumulatives, chaque étape active des règles spécifiques en même temps que les règles des étapes précédentes.

(4) Enfin, le cadre juridique général intervient sur l'ensemble de la transaction, sous la forme des règles de fonctionnement (*working rules*) qui émanent de l'autorité suprême. "Ces règles opèrent, dit-il, en établissant certaines limites ou en ouvrant certaines perspectives relatives aux choix et aux pouvoirs des individus parties de la transactions" (Commons 1924 p.68 ⁸⁷).

Ces règles traduisent l'interprétation des législations relatives à la liberté et à la propriété par la cour de justice américaine et, à sa suite, par les organes exécutifs, et limitent le champ d'utilisation de la force (quand les acteurs sont économiquement inégaux) et de la persuasion (quand les acteurs sont économiquement égaux) dans les transactions de négociation.

Quant à la nature des liens qui unissent les partenaires d'une transaction de négociation, Commons précise que la transaction est volontairement opérée par des partenaires juridiquement égaux, mais que cela ne garantit pas pour autant leur égalité économique.

2.2.2. La transaction d'organisation (*Managerial transaction*).

La transaction d'organisation fait intervenir trois parties de statut différent : le supérieur en droit (*legal superior*), le subordonné en droit (*legal inferior*) et une autorité juridique de contrôle. Si la transaction de négociation confronte des acteurs juridiquement égaux, lors d'une transaction "manageriale", le supérieur est juridiquement doté du droit de commande tandis que l'inférieur est juridiquement doté du devoir d'obéir au premier. C'est, dit Commons, la relation du contremaître et de l'ouvrier, du maire et des citoyens, du directeur et de ses employés, du maître et de son

⁸⁷ "The way in which these working rules operate is by placing certain limits or by opening up certain enlargements for the choices and powers of the individuals, who are parties to the transaction" (Commons 1924 p.68).

serviteur, du propriétaire d'esclave et de l'esclave. "Le supérieur en droit donne des ordres, le subordonné en droit doit obéir" (Commons p.64 ⁸⁸).

Du point de vue économique, la transaction d'organisation a pour objet la création de richesse, en terme physique ⁸⁹, et l'usage organisé de la propriété et des actifs (des équipements). Comme la transaction de négociation était rattachée au principe économique de rareté, la transaction d'organisation est associée au principe d'efficience. L'archétype de cette transaction est la relation de production.

Commons utilise l'exemple du travail pour illustrer la différence entre transaction de négociation et transaction d'organisation. Sur le marché du travail, le salarié potentiel est juridiquement l'égal de son employeur et peut, comme lui, utiliser la coercition ou la persuasion pour tirer un meilleur bénéfice de l'accord discuté. Une fois employé, il devient, juridiquement, inférieur et doit obéir à des ordres qui lui sont implicitement ou explicitement donnés.

L'ambivalence de la relation de travail peut être également repérée dans le fait qu'il y ait deux unités de mesure relatives à la double signification de l'échange : comme transaction de négociation et comme transaction d'organisation. Sur le marché du travail, les données de la transaction se mesurent en monnaie alors que dans le rapport de production, intervient une évaluation de la productivité en unités physiques (technico-économiques). " Le dollar, dit Commons, est la mesure des raretés relatives dans les transactions de négociation, l'homme-heure est la mesure de l'efficience relative dans les transactions manageriales" (Commons 1934a p.66 ⁹⁰).

Ainsi, à partir de l'unité heuristique qu'est la transaction, Commons établit une typologie de modes d'évaluation qui rejoint la dichotomie classique (ainsi que celle de Veblen) entre valeur d'échange (l'évaluation pécuniaire) et la valeur d'usage (l'évaluation technico-économique).

Reste à envisager un dernier type de transaction pour cerner l'ensemble des configurations des relations économiques.

⁸⁸ "The superior gives orders, the inferior must obey" (Commons 1934a p.64).

⁸⁹ Cette précision renvoie à la distinction élaborée par Commons entre la perspective physique de la richesse et sa perspective juridique, associée à la notion de propriété et à la différence entre la transaction d'organisation et la transaction de négociation - qui a pour fonction le transfert de propriété de marchandises ou de services.

⁹⁰ "The dollar, then, is the mesure of relative scarcities in bargaining transactions, while the man-hour is the mesure of relative efficiencies in managerial transactions".

2.2.3. La transaction de répartition (Rationing transaction).

Cette transaction intervient entre les membres d'un groupe, qui est une autorité pour d'autres individus ou d'autres groupes. Elle a pour fonction de répartir les bénéfices et les charges d'une activité entre les membres d'une entreprise ⁹¹ conjointe. Il s'agit, par exemple, du conseil d'administration d'une entreprise qui élabore un budget prévisionnel, d'une négociation collective entre un syndicat de salariés et un syndicat patronal, de l'établissement du budget et de la politique fiscale d'un Etat. "Le principe économique, commun à tous, dit Commons, est la formulation des règles qui gouverneront les transactions de participants subordonnés à propos du partage de la production et de la richesse" (Commons 1934a p.754 ⁹²).

Les transactions de répartition sont elles-même de plusieurs types en fonction du rapport hiérarchique qu'entretiennent les participants : de la négociation (*log-rolling*), lorsque les participants sont juridiquement égaux, à la dictature, quand un des membres ou un groupe détient la totalité du pouvoir de décision, en passant par les situations intermédiaires de coopération, de négociation collective et de décisions juridiques ou judiciaires.

La procédure de négociation (*log-rolling*) correspond à un échange de concessions, ou plus exactement à l'expression proverbiale "échange de bons procédés", car ce terme à une connotation familière. Selon Commons, cette procédure constitue l'origine des processus démocratiques aux Etats-Unis, ou dans ses termes "un procès démocratique primitif".

"C'est fondamentalement, dit-il, le processus qui permet d'obtenir un accord volontaire entre des partenaires égaux à propos du partage des charges et des profits d'une activité conjointe. Les pionniers américains se mettaient d'accord pour s'aider mutuellement à déplacer des rondins (*log rolling*) pour construire leurs maisons de bois" (Commons 1934a p.755 ⁹³).

La connotation négative de cette procédure associée au phénomène des "groupes de pression" (*lobbies*) dans les instances législatives, provient, pour Commons, de la

⁹¹ Au sens d'action, d'activité.

⁹² "The economic principle, common to all, is the formulation of rules which shall govern the transactions of subordinate participants in sharing among themselves the burdens and benefits of the production and enjoyment of wealth" (Commons 1934a p.754).

⁹³ "Fundamentally it is the process of reaching voluntary agreements of partnership among equals in sharing the benefits and burdens of a joint enterprise. The american pioneers agreed to help each other in rolling and raising the logs to build their log houses" (Commons 1934a p.755).

confusion entre les objectifs et le processus. Si les objectifs peuvent être moralement appréciables ou répréhensibles, le procès lui-même est "universel", c'est un procès de négociation entre des instances juridiquement égales cherchant un accord sur la répartition du produit d'une action collective.

"Le résultat du procédé de *log rolling* (...) est une conciliation des conflits aussi raisonnable que ce que les démocraties ont été capables d'atteindre dans les pays parlementaires" (Commons 1934a p.755 ⁹⁴).

Alors que les transactions de négociation occasionnent des comportements caractérisés par l'usage de la force ou la persuasion et les transactions d'organisation, par des comportements de commande et obéissance, les transactions de répartition se manifestent par des comportements basés sur l'argumentation et la plaidoirie.

Du point de vue de la conception des comportements, l'analyse de Commons se démarque à nouveau de la définition formaliste des comportements. En effet, il substitue à celle-ci une représentation plus diversifiée dans laquelle les comportements sont associés à des rôles sociaux dont il définit des types plutôt qu'à des normes uniformes.

Les trois types de transactions sont représentatifs, pour Commons, des interactions économiques dans toutes les formes de société. Bien sur, cette distinction, qui est de nature analytique, est souvent difficile à discerner. Pourtant chaque société peut être caractérisée par la prédominance de l'une ou l'autre de ces transactions, ou de leur combinaison.

Outre cette typologie basée sur des critères fonctionnels et juridiques pour définir les transactions, Commons a également distingué deux catégories transversales de transactions, basées sur la nature des facteurs ou des opérations qui font l'objet des transactions.

2.2.4. Les transactions routinières et les transactions stratégiques.

Les transactions routinières concernent les facteurs dits complémentaires (*complementary factors*), et les transactions stratégiques, les facteurs dits stratégiques ou limites (*strategic or limiting factors* ⁹⁵).

⁹⁴ "The outcome of log-rolling (...) is as nearly a reasonable reconciliation of all conflicting interests as representative democracy has been able to reach in parliament countries" (Commons 1934a p.755).

⁹⁵ Le terme "stratégique" renvoie à la perception que les acteurs ont de l'importance du facteur, c'est la face subjective alors que le terme "limiting" (restrictif ou contraignant) est le caractère objectif du facteur, cf., Commons 1934a p.90.

L'idée de complémentarité ne désigne pas une propriété physique ou intrinsèque des biens ou des facteurs, mais plutôt la perception qu'ont les acteurs de leurs interactions, au sujet de ces facteurs. Autrement dit, les relations liées à ces facteurs relèvent de modalités habituelles qui font l'objet d'un compromis : les participants se considèrent, en quelque sorte, comme complémentaires et les transactions n'ont pas un caractère conflictuel mais routinier.

Les transactions stratégiques concernent, au contraire, les situations critiques, lorsque la perspective d'appropriation de facteurs conférant un pouvoir ou un profit supérieur suscite des comportements opportunistes et des conflits d'intérêt.

Leur résolution, par la négociation, ou au pire par procédure jurisprudentielle, permet, dès lors, de recourir à des transactions de routines.

La complexité des tâches auxquelles les individus doivent se livrer n'est pourtant pas un obstacle aux forces sociales. La complexité est dépassée par la disposition intellectuelle qu'ont les individus à focaliser leur action sur un élément, parmi un complexe, pour parvenir à un résultat.

"La volonté humaine, dit Commons, a cette étrange mais familière faculté à agir sur un seul facteur parmi des centaines de milliers de facteurs complexes, de telle sorte que les autres facteurs soient amenés, par leur force inhérente, au résultat attendu. Très peu de potasse, s'il s'agit du facteur limite, va multiplier le rendement de 5 à 10 boisseaux par acre. Un léger contrôle d'accélération va permettre à une automobile d'atteindre la vitesse de 50 miles à l'heure. L'exercice d'un faible contrôle sur un homme qui se trouve à un poste stratégique dans un groupe de travailleurs peut changer une masse en un syndicat" (Commons 1934a p.89 ⁹⁶).

Cet élément, sur lequel les individus projettent leurs espoirs d'amélioration ou de profit, est ressenti comme stratégique et polarise les tensions conflictuelles dans les transactions.

Commons dénonce l'irréalisme des théories académiques qui traitent les transactions comme si elles se réalisaient toutes simultanément. La partition entre transactions routinières et stratégiques sous-tend, au contraire, la représentation des comportements économiques comme un procès, comme des séquences articulées de transactions. Un

⁹⁶ "The human will has the strange but familiar ability to act upon a single factor, out of hundreds thousands of complex factors, in such a way that other factors shall, of their own inherent forces, bring about results intended. A very little potash, if that is the limiting factor, will multiply the yield of the land from 5 bushels to 30 bushels per acre. A very little control of an accelerator will set the automobile going 50 miles per hour. A very little exercise of control over a man who hold a strategic position among a mass of laborers will change a mob into a going concern" (Commons 1934a p.89).

facteur donné n'est pas essentiellement stratégique ou, symétriquement, n'est pas définitivement l'occasion de transactions routinières : le contrôle, la régulation des transactions relatives à un facteur stratégique finissent par aboutir à des relations ou des négociations routinières ; le désamorçage des conflits focalisés sur un facteur voit généralement l'émergence d'autres facteurs stratégiques considérés jusque-là comme secondaires.

"Chaque transaction, dit-il, au moment où elle est négociée, est pour lui, à ce moment précis, la facteur stratégique auquel il consacre son entière attention, compte tenu de l'alternative actuelle qui lui est ouverte à ce moment là et pour cette transaction là. Toutes les autres transactions futures ou passées sont complémentaires à ce moment là. Elles constituent l'environnement routinier de la transaction stratégique qui est négociée. Puis, plus tard, une autre transaction qui était jusqu'alors accessoire, devient stratégique, tandis que la transaction précédemment stratégique devient au cours du temps une pratique routinière à laquelle on ne prête pas d'attention immédiate. " (Commons 1934a pp.868-869 ⁹⁷).

Les transactions de négociation, d'organisation et de répartition, sont fonctionnellement interdépendantes et constituent un ensemble plus large ou, autrement dit, la structure d'un ordre supérieur : l'institution.

3. Une unité heuristique d'ordre supérieur : l'institution.

Après avoir évoqué le champ sémantique associé au concept d'institution, nous verrons que Commons associe à ce concept la notion de complexe social organisé, qui n'est pas sans rappeler celle d'organisation telle qu'elle a pu être spécifiée par certains auteurs autrichiens. En effet Commons considère une institution comme le produit de l'action collective et laisse, par conséquent, une place non négligeable au caractère délibéré et évolutif des formes sociales existantes.

⁹⁷ "Each transaction, at the time when it is negotiated, is for him, at that time, the strategic factor to which he devotes his entire concentrated attention, in consideration of the actual alternatives open to him at that time and in that transaction. All the other futur or past transactions are complementary, for the time being. They are the routine environment withing which the then strategic transaction is negotiated. Then afterwards, another transaction, which was, at the time, a futur but contributory transaction, becomes the strategic one, and the former strategic transactions now become, at the succeding points of time, a routine matter, not immediately attended to" (Commons 1934a pp.868-869).

3.1. Le champ sémantique de l'Institution.

Selon Commons lui-même, l'éventail des significations attaché au terme Institution contribue à la difficulté de délimiter le domaine de définition de l'Economie Institutionnaliste :

(1) d'une part, dans le domaine de la théorie économique, la notion d'Institution semble porter avec elle tout ce qui complète ou critique l'Economie hédoniste et classique, "une boîte remplie de tout ce qui peut avoir un parfum d'hétérodoxie" (Wolfe 1936 ⁹⁸). "Parfois, tout ce qui est dynamique au lieu de statique, dit Commons, ce qui relève du processus au lieu de la marchandise, l'activité au lieu du sentiment, l'organisation au lieu de l'équilibre, le contrôle à la place du laissez-faire, semblent constituer l'Economie Institutionnaliste" (Commons 1934a p.69 ⁹⁹) ;

(2) d'autre part, une Institution désigne une configuration particulière et stable de transactions, un édifice de lois et de règles "à l'intérieur desquelles les individus agissent comme des détenus" (Commons 1934a p. 69). L'expression, ajoute-t-il, désigne également le comportement des "détenus" eux-mêmes.

L'élément commun à tous les comportements institutionnalisés, dans leur large diversité, est qu'ils relèvent du principe d'ordre issu de l'action collective.

Aussi, Commons définit-il une institution comme une action collective contrôlant ou déterminant l'action individuelle (Commons 1931 p.73, Commons 1934a p.69).

Les institutions recouvrent divers types d'action collective, des plus informelles, comme les coutumes, aux plus codifiées, réglementées, que Commons désigne par l'expression *going concern* ¹⁰⁰.

⁹⁸ "Institutional Economics (...) became a sort of empty box into which anything which smacked of unorthodoxy".

⁹⁹ "Sometimes anything that is «dynamic» instead of «static», or a «process» instead of commodities, or activity instead of feelings, or management instead of equilibrium, or control instead of laissez-faire, seems to be institutional economics" (Commons 1934a p.69).

¹⁰⁰ Dont l'équivalent allemand est, comme l'indique Commons, *Gutgehendes Geschäft*, cf. Commons 1934a p.69. Cette expression, synthèse d'un terme désignant plutôt une structure et d'un terme désignant plutôt un processus n'a pas d'équivalence satisfaisante en français. Selon le contexte, *Going Concern* peut désigner une institution (un concept), une organisation (son expression structurelle) ou une entreprise (son expression économique). Nous utilisons, le plus souvent le terme «organisation».

3.2. L'institution comme organisation (*going concern*).

"A *going concern* " est littéralement "une affaire qui marche", "une entreprise prospère". En effet, l'action individuelle est contrôlée par l'action collective dans l'optique d'un bénéfice, pour l'entité collective elle-même sinon pour chacun des membres.

Commons en donne la définition suivante : "Une organisation est une anticipation collective de bénéfices associés à un ensemble de transactions de négociation, d'organisation et de répartition articulées par des règles sociales et par le contrôle de facteurs limites qui paraissent déterminants pour le contrôle des autres facteurs" (Commons 1934a p.58 ¹⁰¹)

Une organisation est un ensemble de transactions diverses (l'ensemble de celles répertoriées par la typologie de Commons) qui se traduit par une action concertée, par une activité orientée vers un objectif et vers l'avenir, "une affaire vivante" selon l'acception de Pirou (Pirou 1946). Plus qu'une entité, c'est également un procès, une séquence d'activités. "Mais une organisation est plus qu'une entité, c'est une action collective, c'est un mouvement de masse et une psychologie de masse" (Commons 1924 p.152). " (...) Le concept statique est «le groupe», le concept dynamique est «l'organisation»" (Commons 1934a p.69 ¹⁰²).

L'institution ainsi dotée de ces propriétés particulières, pourrait être rapprochée de la notion d'organisation telle qu'elle a pu être développée, en particulier chez certains auteurs de l'Ecole Autrichienne (Hayek 1980).

Ces auteurs distinguent, en effet, deux types d'ordre social, c'est-à-dire de résultat viable, sinon harmonieux, d'un ensemble d'actions individuelles. Lorsqu'aucun dessein particulier ou collectif ne préside les actions individuelles, l'ordre qui en résulte est considéré comme spontané et appelé *kosmos* par Hayek (ou institution organique pour Menger). Lorsque les actes individuels sont coordonnés et guidés par des objectifs concrets, l'ordre qui émerge, qualifié d'artificiel, est aussi appelé *taxis* ¹⁰³ par Hayek (ou institution pragmatique pour Menger). Ce dernier est caractéristique des organisations

¹⁰¹ "A *going concern* is a joint expectation of beneficial bargaining, managerial, and rationing transactions kept together by «working rules» and by control of the changeable strategic or «limiting» factors which are expected to control the others" (Commons 1934a p.58).

¹⁰² "But the *going concern* is more than an entity, it is the collective action ; it is mass movement and mass psychology" (Commons 1924 p.152). "The passive concept is a «group» ; the active is a «*going concern*»" (Commons 1934a p.69).

¹⁰³ *kosmos* renvoie à l'idée d'un ordre universel (d'où le cosmos), alors que *taxis* renvoi à un ordre au sens d'arrangement (taxinomie).

(Hayek 1980) et correspond bien à l'idée d'institution que Commons désigne par *going concern*.

Cette notion permet la compréhension des mécanismes qui garantissent la "covivance" ¹⁰⁴ des hommes et la compatibilité des conduites sociales dans le cadre de l'Economie Institutionnaliste de Commons.

3.3. L'action collective et les comportements individuels.

Le concept polymorphe d'institution a pour principe le contrôle de l'action individuelle par l'action collective. A l'intérieur d'un réseau établi de transactions, un individu a un statut économique ou social spécifique qui lui confère une position relative vis-à-vis des autres parties. Les données de l'action collective lui donnent : (1) des indications sur le comportement prévisible des autres parties qui lui garantissent une certaine stabilité pour ses anticipations ; (2) des indications sur le domaine d'exercice de sa liberté relative d'action et sur celle des autres parties ; (3) des indications sur les gains et les pertes auxquels il s'expose dans l'exercice de sa liberté d'action et de celle des autres parties (Commons 1934a p.81).

Les règles de fonctionnement, qui circonscrivent les comportements individuels dans les institutions, changent au cours de l'histoire d'une institution. Qu'on les nomme des maximes de conduite, des canons, les règles de la raison, ou comme la Cour Suprême des Etats Unis, le procès jurisprudentiel (*due process of law*), elles ont pour similarité d'établir ce que les individus peuvent faire et ne pas faire ; doivent faire et ne pas faire ; pourraient faire et ne pas faire ¹⁰⁵.

Le respect de ces règles de conduite collective est soumis à un ensemble de sanctions qui sont de trois catégories : les sanctions morales dans le domaine éthique, les pertes ou profit dans le domaine économique et les sanctions pénales dans le domaine

¹⁰⁴ Ce néologisme est emprunté à François Perroux, 1941.

¹⁰⁵ "State in language of the operation of working rules on individual action they are expressed by the auxiliary verbs of what the individual can, cannot, must, must not, may, or may not do. He «can» or «cannot», because collective action will or will not come to his aid. He «may», because collective action will permit him and protect him. He «may not», because collective action will prevent him" (Commons 1934a p.71).

juridique. Si elles interviennent souvent simultanément, le type dominant des sanctions mis en œuvre contribue à caractériser la nature de l'institution ¹⁰⁶.

Outre ces règles et ces sanctions, une des conditions de la stabilité des comportements dans une structure organisée est la hiérarchie établie entre les individus. "A la place de l'hypothétique égalité des individus, dit Commons, nous avons des personnalités très différentes de meneurs et de passifs, de dirigeants et de suiveurs, de fonctionnaires ou de particuliers. Au lieu de la simple hypothèse antérieure supposant que tous les individus égaux cherchent leur profit, nous avons des objectifs largement diversifiés et conflictuels à partir desquels des individus inégaux cherchent un intérêt commun. Au lieu d'individus libres nous avons une hiérarchie qui régule leur comportement" (Commons 1934a p.751 ¹⁰⁷).

Mais cette hiérarchie est suffisamment souple ou volatile, de telle sorte que l'institution constitue une entité indépendante des individus qui la composent. Une institution peut évoluer en changeant de principes, les personnalités qui la composent peuvent se succéder, sans altérer à son fonctionnement puisque ce sont les éléments structurels (règles et sanctions) qui priment.

L'action collective n'est pourtant pas uniquement coercitive vis-à-vis de l'action individuelle ; "L'institution est une action collective qui contraint, libère et étend l'action individuelle" (Commons 1934a p.73 ¹⁰⁸).

Si les institutions sont une contrainte pour l'action individuelle, au sens où elles l'orientent par des procédures et des objectifs prédéterminés, elles permettent simultanément des compromis entre les intérêts divergents, qui lèvent les obstacles à l'action. Enfin les institutions suscitent une émulation pour l'action, en vertu de leur caractère collectif. En d'autres termes, l'action collective "libère" l'action individuelle de

¹⁰⁶ "The concerns are moral, economic, and sovereign. The moral concerns are those without economic or physical power, and are, in modern times, such as religious, charitable, educational, fraternal, and similar associations in so far as they rely only on the sanctions of persuasion. The economic concerns are those, such as business organisations, labor unions, farmers' cooperatives, produce or stock exchanges, in so far as they rely on the economic sanctions. The sovereign concern, whether municipal, state, federal, or imperial, uses the sanctions of duress through physical compulsion. The politic of the concern, therefore, is the internal activities of conflicts and leadership designed to formulate the working rules and maintain jurisdiction over individuals through control of sanctions available to the concern"(Commons 1934a p.749).

¹⁰⁷ "Instead of assumed equal individuals we have the widely different personalities of leaders and led, bosses and bossed, officers and privates. Instead of the former simple assumption that every equal individual seeks his self-interest, we have widely different and conflicting principles on which unequal individuals seek a common interest. Instead of unregulated individuals, we have hierarchies which regulate them" (Commons 1934a p.751).

¹⁰⁸ "Institution is collective action in restraint, liberation, and expansion of individual action" (Commons 1934a p.73).

la coercition, de la discrimination, de la concurrence illégale, car elle pose des contraintes à l'action des autres individus ¹⁰⁹. Enfin, l'institution "étend" la portée de l'action individuelle dans la mesure où elle permet à un individu, par sa participation à l'activité collective, d'augmenter ses attentes, ses objectifs, au delà de ce que ses actes isolés pourraient lui laisser espérer.

Au total, la notion d'institution chez Commons lisse la différence établie par les autrichiens entre institution délibérée (ou organisation) et institution spontanée. L'action collective, plus que l'agrégation d'actions individuelles, confère à l'institution, quelle que soit sa nature, un caractère plus ou moins délibéré où s'exercent des rapports de force et des processus collectifs de négociation qui sont l'expression des volontés individuelles et collectives.

Le rejet de l'individualisme méthodologique par la promotion des transactions et des institutions comme unité heuristique d'une Economie institutionnaliste a pu faire qualifier la démarche de Commons de holiste (Gonce 1971, Gruchy 1947, Ramstad 1989b). Cette dernière ne doit pourtant pas être assimilée aux démarches globalisantes dont l'archétype est celle de Span (Jonhston 1988, Perroux 1941) et qui conduit à assimiler une société à une conscience individuelle en soi.

Le terme de holisme méthodologique est relativement récent et non stabilisé. C'est à propos de la biologie que le terme est apparu en 1926, sous la plume de Smut dans *Holism and Evolution*. Gruchy, sympathisant du courant institutionnaliste, a transposé l'expression au domaine de la méthode des sciences sociales (Gruchy 1947, Hamilton 1953). "Le type de pensée scientifique post-darwinienne qualifié de «holistique», dit-il, considère le monde physique comme évolutif, dynamique ; comme une totalité ou une synthèse, qui n'est pas simplement supérieur à la somme de ses parties mais qui relie ses parties de telle sorte que leur fonctionnement est conditionné par leurs interactions. Le point de vue holistique, qui a prouvé ses valeurs dans les sciences biologiques et physiques est précisément le point de vue des économistes hétérodoxes. (...) Ces économistes ont tous la même orientation ou approche intellectuelle holistique que

¹⁰⁹ C'est exactement le sens de la maxime de Proudhon, favorable aux institutions juridiques : "Entre le faible et le fort, c'est le droit qui libère et la liberté qui opprime (...)".

Smuts considère comme si caractéristique de la pensée scientifique et philosophique moderne" (Gruchy 1947 pp.3-4 ¹¹⁰).

L'articulation de la partie au tout ou que la question du lien social est, en effet, une préoccupation majeure pour Commons. C'est par son intérêt pour les transactions intermédiaires et le fonctionnement des institutions qu'il contribue de façon significative à la perspective institutionnaliste dans le champ économique.

Certains ont pu y lire une perspective antagonique d'avec celle initiée par Veblen. Aussi, fonder le courant institutionnaliste nécessite de confronter les théories de Veblen aux concepts élaborés par Commons. Cette comparaison va être entreprise à partir des apports théoriques les plus caractéristiques de la pensée de Veblen :

(1) son attachement à faire de l'Economie une science évolutionniste des comportements et des structures ;

(2) l'analyse dichotomique des institutions du capitalisme américain telles qu'elles se dessinent à son époque.

¹¹⁰ "The post-darwinian type of scientific thought which Smuts describes as «holistic» takes the physical world to be evolving, dynamic whole or synthesis, which is not only greater than the sum of its parts, but which also so relates the parts that their functioning is conditioned by their interrelations. The holistic viewpoint which has proven so fruitful in the biological and physical sciences is precisely the viewpoint of the heterodox economists. (...) These economists all have the same holistic orientation or intellectual approach which Smuts finds to be so characteristic of modern scientific and philosophic thought" (Gruchy 1947 pp.3-4).

DEUXIEME CHAPITRE

**La théorie évolutionniste du changement
social et le statut de l'analogie biologique
dans la pensée des fondateurs du courant
institutionnaliste.**

Par rapport aux autres œuvres marquées par une orientation évolutionniste comme celles de Marx ou de Schumpeter, la pensée de Veblen se distingue par sa revendication explicite d'une méthode scientifique calquée sur l'évolutionnisme de Darwin. Cette caractéristique est néanmoins à rapprocher du contexte plus général de l'impact de l'analogie évolutionniste dans les théories sociales à cette époque.

Cet impact est, au demeurant, assez ambivalent sinon ambigu : la théorie darwinienne appliquée aux sciences sociales a, en effet, servi à justifier à la fois les politiques économiques libérales favorables au "laissez-faire" et les politiques d'inspiration socialiste favorables, au contraire, au développement de la protection sociale et à l'intervention étatique dans le domaine de la régulation économique.

Après avoir rappelé la position de Veblen, il s'agira de cerner la nature de l'évolutionnisme, s'il en est, attaché à l'analyse économique de Commons. Cet évolutionnisme peut être envisagé à deux niveaux qualifiés de macro-évolution et de micro-évolution, le premier recouvrant l'interprétation de la dynamique historique et le second, les mécanismes du changement à l'œuvre dans les complexes sociaux. L'évolutionnisme de Commons pourra finalement être caractérisé par la place faite aux interactions des procès économique et juridico-politique.

L'évolutionnisme de Commons sera, ensuite, confronté à celui que Veblen développe, basé sur une dynamique engageant le changement technologique et institutionnel. Malgré un certain nombre de différences formelles, une cohérence globale pourra cependant être dégagée des analyses économiques relatives aux conceptions évolutionnistes des deux institutionnalistes, cohérence qui est un enjeu crucial pour l'homogénéité des fondements de l'Economie institutionnaliste.

1. Quel évolutionnisme pour l'Institutionnalisme ?

La philosophie pragmatique de Peirce et Dewey, notamment, a contribué à populariser la théorie évolutionniste aux Etats-Unis, cette dernière étant jusqu'alors associée soit à l'athéisme, soit au darwinisme social (Wolfe 1987).

La révolution opérée par la théorie de l'évolution de Darwin dans les sciences naturelles a impressionné de façon durable les sciences sociales et plus particulièrement l'Economie. Ses principes ont donné lieu à deux types d'application notablement différentes dans ces disciplines :

(1) le darwinisme social développé par Spencer en Grande-Bretagne et par Sumner aux Etats-Unis. Spencer considère que l'intérêt personnel, "la lutte pour l'existence" et la survie des plus performants par la sélection sont les lois naturelles de

la société. Cette philosophie sociale érige, ainsi, la compétition des individus comme mécanisme efficient de régulation et plaide pour le "laissez-faire" en matière de politique économique et sociale.

(2) La transposition du modèle darwinien, de la sphère biologique à la sphère sociale. Cette transposition met l'accent sur trois constituants du modèle darwinien : le changement comme phénomène fondamental pour les entités sociales et leur environnement, la contrainte de survie des entités sociales, et les mécanismes d'adaptation à l'environnement ¹¹¹. Dans cette veine, les sociologues américains, Ward en premier lieu, ont développé une théorie sociale évolutionniste reposant sur les idées de sélection artificielle, de contrôle social délibéré et de conflits de classes (Gonce 1971).

C'est dans ce contexte général de la pensée américaine qu'il faut envisager la ou les perspectives évolutionnistes développées par les deux fondateurs de l'institutionnalisme américain.

1.1. L'institutionnalisme évolutionniste de Veblen.

L'apport original de Veblen à la pensée économique, on le rappelle, est sa volonté de construire les bases d'une Economique dynamique. Il s'est employé à développer une conception évolutionniste des phénomènes économiques, compris comme un jeu de rapports entre les comportements collectifs et les structures économiques et sociales.

Veblen, qui avait suivi les enseignements de Sumner, propagateur du darwinisme social aux Etats-Unis, s'est opposé à la théorie sociale de Spencer sur deux points. Premièrement, il considère que les postulats hédonistes et l'idée de progrès dans l'évolution sociale sont des prémisses métaphysiques. Sur ces aspects, il assimile Spencer aux économistes classiques dont la conception scientifique est qualifiée de pré-darwinienne. Deuxièmement, il rejette la dichotomie entre le stade militaire et le stade industriel du développement social élaborée par Spencer. Pour Veblen, les

¹¹¹ Dans cette perspective on a pu parler d'un renouveau évolutionniste au début des années 1980, à partir de la théorie évolutionniste de la firme développée par Nelson et Winter. Si les modèles sociaux ayant utilisé l'analogie évolutionniste ont généralement fait l'économie d'une transposition, dans leur discipline, d'un équivalent des mécanismes de transmission des caractères performants (les gènes pour les organismes vivants) des entités sélectionnées, le modèle de Nelson et Winter montre que les habitudes et routines spécifiques aux firmes constituent, pour elles, l'équivalent du génotype pour un organisme vivant. Cet ensemble de pratiques routinières recèle des informations complexes, des caractéristiques spécifiques à l'organisation, des savoirs-faire et des qualifications particulières à son "travailleur collectif". Au cœur de ces routines réside ce qui constitue la spécificité d'une firme ou d'une organisation, et le fait qu'elle peut reproduire ses performances d'un exercice à l'autre. En mettant l'accent sur les habitudes et routines, le "nouvel évolutionnisme" aurait une dette envers l'évolutionnisme veblenien (Nelson/Winter 1982, Hodgson 1988).

comportements industriels et les comportements "prédateurs" coexistent à chaque phase du développement historique des sociétés occidentales, avec la prédominance de l'une ou l'autre des catégories selon les époques. Aussi, dans ce que Spencer qualifie de "système moderne", ce ne sont pas les comportements pacifiques qui caractérisent l'industrie mais les comportements "pécuniaires" dont la nature est, pour Veblen, plutôt agressive (Edgell/Tilman 1989).

Il est clair que c'est au modèle de l'évolution de Darwin ¹¹² lui-même que Veblen rattache sa théorie du changement social, même s'il a pu être remarqué que son évolutionnisme, en mettant l'accent sur la transmission des caractères acquis, est plus proche des conceptions de Lamarck (Edgell/Tilman 1989, Hodgson 1988). Il en adopte le principe de changement cumulatif : "les institutions ne sont pas seulement le résultat d'un procès de sélection qui détermine les types d'aptitudes ou d'attitudes spirituelles, (...) elles sont, (...) à leur tour, des facteurs efficaces de sélection", dit-il par exemple (Veblen 1919¹¹³). Il adopte aussi le non finalisme et plus généralement la rhétorique de l'évolutionnisme darwinien : "la vie de l'homme en société, tout comme la vie des autres espèces, est une lutte pour l'existence, et par conséquent c'est un procès d'adaptation sélective. L'évolution des structures sociales est un procès de sélection naturelle des institutions" (Veblen 1919 ¹¹⁴).

Mais cet évolutionnisme n'est pas une application littérale du darwinisme au sens de la socio-biologie qui impute les comportements à des données fondamentalement organiques. Même quand il se réfère à la catégorie quasi-biologique des «instincts», Veblen prend une précaution insistante à leur conférer une détermination culturelle, c'est-à-dire sociale.

Cet évolutionnisme, qui constitue un point potentiellement polémique, est cependant une idée phare de l'institutionnalisme de Veblen. Il est, par conséquent, légitime de chercher un équivalent de cette position dans la construction intellectuelle de Commons.

¹¹² Pour Jones, la référence institutionnaliste à la théorie de l'évolution est biaisée par le fait que les théories sociales de Malthus et de Smith ont inspiré Darwin pour les sociétés animales. Aussi, il serait paradoxal que les théories qualifiées par Veblen de pré-darwiniennes soient à l'origine de *L'origine des espèces*. "Economics is not an evolutionary science, but evolutionary science is strongly connected to economic science" (Jones 1986). Selon Hayek, ce sont les théories du droit et de l'évolution linguistique qui constituent la source de la théorie de l'évolution des espèces, cf. Hayek 1983.

¹¹³ "Institutions are not only themselves the result of a selective process which shapes the prevailing or dominant types of spiritual attitude and aptitudes (...) they are (...) in their turn efficient factors of selection".

¹¹⁴ "The life of man in society, just like the life of other species, is a struggle for existence, and therefore it is a process of selective adaptation. The evolution of social structure has been a process of natural selection of institutions".

1.2. Commons et la question de l'application de la théorie darwinienne aux sciences sociales.

Compte tenu de l'importance accordée par Commons à l'action collective et aux décisions juridiques, il paraît clair qu'il ne puisse adhérer à l'idée d'une efficacité exclusive des mécanismes de marché et aux préceptes corrélatifs des politiques de "laissez-faire" qui constituent le plan normatif du darwinisme social de Spencer et Sumner. Ses arguments relatifs à l'évolutionnisme darwinien méritent, en revanche, d'être explicités.

En effet, Commons focalise sa divergence avec Veblen sur la question de l'analogie darwinienne. Il rejette ce qu'il considère comme une conception organiciste de la transformation sociale et l'idée d'une sélection "aveugle" et hasardeuse des institutions humaines. Il est préférable, de son point de vue, de s'inspirer de l'idée de "sélection artificielle" chez Darwin. "Darwin, dit-il, considère deux types de sélection (...) : la sélection Naturelle et la sélection Artificielle. La nôtre est une théorie de la sélection artificielle, celle de Veblen, de la sélection naturelle" (Commons 1934a p.657 ¹¹⁵).

Quelle est cette théorie darwinienne de la sélection artificielle ? Ce qui est qualifié généralement de "darwinisme social" ne correspond en rien à l'extension par Darwin, lui-même, de la théorie de l'évolution appliquée au domaine des sociétés humaines. Si l'on en croit Tort, un modèle littéralement darwinien existerait pourtant, développé dans *La descendance de l'homme* de 1871, ouvrage éclipsé par l'effet durable produit par *L'origine des espèces* de 1859 (Tort 1988). Selon la lecture qu'en donne Tort, alors que le darwinisme social de Spencer et la socio-biologie posent une continuité simple entre nature et société, Darwin défendrait la thèse d'un "effet réversif de l'évolution" entre ces deux états qualitativement différents. Le passage de l'état de Nature à la Culture serait marqué par un processus de rupture-continuité. Si la sphère naturelle laisse libre-cours à l'élimination des membres les moins aptes, la sphère sociale généralise les pratiques s'opposant au libre jeu de cette loi au moyen d'une médiation éthique et institutionnelle ¹¹⁶. Cela parce que, pour Darwin, le procès de sélection retient, non seulement, des variables organiques, mais aussi des instincts et des comportements

¹¹⁵ "But Darwin had two kinds of «selection» among the variabilities : Natural Selection and Artificial Selection. Ours is a theory of artificial selection, Veblen's is natural selection" (Commons 1934a p.657).

¹¹⁶ Tort illustre par l'image particulièrement judicieuse du "ruban de Möbius" (qui est un ruban en torsion sur lui même, dont le recto et le verso sont constitués d'une seule surface et qui, représenté, produit un paradoxe visuel semblable à ceux de Escher) le paradoxe apparent de cette continuité-réversion. La sélection naturelle, explique-t-il, sélectionne la civilisation, qui s'oppose à la sélection naturelle. L'évolution sociale est, selon lui, ce processus dialectique (équivalent conceptuel du "ruban de Möbius"), "le passage au négatif et la transformation progressive d'une réalité en son contraire, sans rupture d'identité" (Tort 1988).

acquis. Ainsi, les instincts communautaires auraient-ils pu se développer, assortis de "formes institutionnelles d'altruisme".

Dorfman, relatant les origines de la problématique institutionnaliste, se réfère à l'influence du sociologue Ward et à la portée de son interprétation dans la discussion de la question de l'évolution sociale, aux Etats-Unis. Dans *The psychic factors of civilisation* de 1892, Ward développe le même type d'argumentation qui vient d'être évoqué à propos de Darwin, pour justifier les actions dénoncées comme artificielles et nuisibles par les partisans du laissez-faire. Pour lui, la sélection naturelle a produit l'intelligence humaine capable d'intervenir de façon délibérée sur son environnement (Dorfman 1963).

Ce que Commons entend par sélection artificielle chez Darwin, dont il dit qu'elle est comme le processus "qui au cours des siècles change le loup en chien" (c'est à dire le processus qui fait passer de l'état de Nature à la Culture), c'est exactement cette idée d'intervention humaine dans la sélection des principes présidant à la régulation des phénomènes sociaux.

Considérons maintenant les éléments qui dans l'œuvre de Commons peuvent être rattachés à une conception institutionnaliste de l'évolution sociale.

2. La dimension évolutionniste dans l'œuvre de Commons.

Pour Commons l'Economique (ou plutôt l'Economie institutionnaliste) est une science évolutionniste comme en témoignent ses deux volumineux traités consacrés à l'évolution des institutions économiques, le premier du point de vue des décisions législatives (*Legal foundation of capitalism* 1924) et l'autre du point de vue des théories économiques et de la philosophie sociale (*Institutional Economics* 1934a).

On peut distinguer deux niveaux dans la conception de l'évolution chez Commons : une évolution qui peut être qualifiée de macro-évolution, concernant la dynamique du point de vue historique, et une évolution qui sera symétriquement qualifiée de micro-évolution, relative au changement dans les institutions ou "*going concern*".

2.1. La macro-évolution ou la lecture juridique de l'évolution économique.

C'est dans l'œuvre de son maître et ami Ely ¹¹⁷ que Commons a puisé ses arguments critiques à l'égard de la conception néo-classique du droit (Pirou 1946, Gonce 1971). Cette dernière considère les institutions juridiques apparues au dix-huitième siècle, la

¹¹⁷ Richard T. Ely fut un diffuseur important de l'historicisme allemand aux Etats-Unis. Il fut l'enseignant de Veblen et de Commons, mais a plus explicitement influencé le second.

propriété et le contrat, comme des postulats généraux et universels et donc exogènes par rapport à la Science Economique.

Commons s'intéresse, au contraire, aux fondements juridiques du capitalisme parce que, selon lui, l'évolution économique peut être appréhendée à travers le changement dans les conceptions juridiques de la propriété. Cela ne signifie pas que celui-ci soit la cause exclusive de l'évolution économique. Les décisions des cours de justice consacrent plutôt les nouvelles pratiques, et parfois avec un décalage notable. Mais, de ce fait, elles constituent un angle d'observation privilégié des changements accomplis.

Dans le système féodal, où le rapport aux choses est dominé par l'usage, la propriété ne se différencie pas de ce que Commons appelle "la souveraineté", c'est-à-dire l'usage de la force ¹¹⁸ : la propriété est un droit de conquête. Au onzième siècle, les coutumes et les règles locales commencent à être unifiées par une loi unique ou "*common law*" par laquelle le pouvoir central entend accroître sa protection contre l'arbitraire de certaines pratiques locales, et asseoir ainsi sa crédibilité en temps qu'arbitre. L'émergence de la notion de propriété naît de la séparation croissante entre la rente foncière gouvernementale et la rente foncière économique.

Vers 1660, les droits et redevances en nature (biens ou services, en travail surtout) sont convertis en sommes d'argent fixes. Ainsi, l'extension des pratiques monétaires paraît déterminante de la séparation et de la spécification des catégories économiques et politiques. Ces redevances monétaires vont s'étendre à des biens meubles. En particulier, entre le seizième et le dix-septième siècle, les cours de justice vont consacrer des pratiques qui vont contribuer à stimuler les activités productives et commerciales : la reconnaissance de la négociabilité des effets de commerce aurait conduit, selon Commons, à la baisse des taux d'intérêts pratiqués alors, ainsi qu'à une rotation plus rapide du capital ¹¹⁹.

Par opposition au féodalisme, le capitalisme se caractérise par l'importance prise par les valeurs d'échange. En effet, pour Commons, le capitalisme est le système économique dans lequel "chaque individu produit pour l'usage des autres et acquiert pour son usage personnel". Une étape importante de l'évolution du capitalisme est marquée par le passage d'une conception matérielle de la propriété à une conception immatérielle (les

¹¹⁸ On rappelle que, pour Veblen, la propriété est née de l'appropriation du surplus collectif par la force ou la ruse, cf. la première partie.

¹¹⁹ "It can be seen, therefore, why it is that modern capitalism begins with the assignment and negociability of contracts. They accomplish two purposes, a low rate of interest and a rapid turnover of capital. The two operate together. Capitalism could scarcely survive on a ten percent or twelve percent rate of interest and a turnover once or twice a year. It has survived on a three percent to six percent rate of interest and a turnover three to five times a year" (Commons 1924).

droits de propriétés sont appliqués au travail, aux services, au commerce, aux activités littéraires et artistiques), étendue aux profits escomptés des affaires. A cette évolution de la conception juridique correspond une évolution conjointe de la conception économique, en particulier dans l'évaluation de la propriété de l'entreprise : évaluation primitivement fondée sur les équipements matériels, elle repose aujourd'hui sur les *good will*, sur l'anticipation des profits liés à des facteurs immatériels qui confèrent à l'entreprise un pouvoir de marché.

Cette évolution juridico-économique apparaît à partir du treizième siècle en Angleterre, mais aux Etats-Unis elle rencontre la résistance des théoriciens et des praticiens car elle n'entre pas dans leurs catégories habituelles de pensée. C'est vers 1890 que l'interprétation des droits de propriétés par la Cour Suprême des Etats-Unis s'applique désormais aux gains escomptés, ce que Commons appelle les valeurs à venir (*futurity*). L'adoption de ce nouveau domaine de définition pour les droits de propriétés consacre la prédominance du capitalisme banquier sur le capitalisme industriel. L'expression monétaire du capital immatériel l'emporte sur les sous-bassements physiques et corporels (Commons 1924, Commons 1934a, Mitchell 1924, Mitchell 1935, Pirou 1946).

Parallèlement à cette évolution historique des institutions économiques sous l'angle juridique, existe chez Commons une analyse des mécanismes de l'évolution dans les institutions elles-mêmes.

2.2. La micro-évolution ou le changement dans les institutions.

La représentation du changement institutionnel est, chez Commons, articulée à la question des comportements des membres de la société. La métaphore évolutionniste suppose une certaine variété et variabilité des comportements. Ces comportements font l'objet d'une sélection, en fonction de leur conformité à un réseau hiérarchisé d'objectifs constitué des motifs privés, des motifs propres aux entités sociales et des objectifs de la société toute entière.

Ces comportements sont un complexe d'actions et de pensées qui se manifestent dans les transactions, à l'intérieur et entre les institutions (*going concern*). Les "règles de fonctionnement", des coutumes aux lois, fixent les archétypes des comportements attendus et donnent lieu à des sanctions physiques, économiques, et morales. Aussi, l'expérience sociale (l'apprentissage des normes et l'adhésion aux justifications de ces normes) influe à la fois sur la perception, les objectifs et les anticipations des individus.

Biddle souligne à juste titre que, pour Commons, cette "détermination sociale" laisse, cependant, "un champ d'opportunité" pour l'expression de la créativité des individus, et par suite pour le changement des règles et des comportements institutionnalisés (Biddle 1990). En effet, les règles des institutions imposent des contraintes à certains, qui sont symétriquement des droits pour d'autres, comme une dette, qui est un devoir de payer, a pour corollaire une créance, qui est un droit de percevoir. Mais les règles laissent aussi un espace "d'absence d'obligation" ou, autrement dit, de liberté où s'engouffre la créativité individuelle. Biddle s'appuie sur la distinction entre les transactions routinières et les transactions stratégiques où se manifestent, selon lui, les expressions de la liberté individuelle. La plupart du temps, les individus opèrent des transactions routinières qui satisfont au consensus entre des objectifs particuliers et collectifs. Mais l'apparition de nouvelles situations d'origine exogène (la pression démographique, le changement technologique, la variation dans les conditions de rareté relatives des ressources, la dimension du marché) ou endogène (les effets inattendus produits par les interactions entre les individus et entre les institutions) bouleverse les données des relations de l'institution avec son environnement et est une source de conflit dans les transactions.

"Des pratiques non encore testées ou imaginées" sont déployées par certains individus cherchant à maîtriser les transactions relatives aux facteurs stratégiques (*limiting factors*). La confrontation des anciennes règles aux nouvelles circonstances conduit les décideurs à changer les règles pour favoriser les pratiques servant au mieux les objectifs collectifs. Le caractère artificiel de la sélection apparaîtrait, dès lors, à travers la confrontation des objectifs individuels et institutionnels, et la prégnance de la manifestation de la "volonté" dans la sélection des règles possibles. Cette conception artificialiste de l'évolution marque la volonté de rompre avec la représentation libérale en termes de lois naturelles par laquelle s'effectue la sélection des entités et des comportements économiques.

Commons insiste, au contraire, sur la variété d'expression d'une règle ou d'une coutume donnée, attribuée à la diversité des expériences humaines en matière d'action collective ¹²⁰.

Les pratiques institutionnalisées se répètent, se dupliquent et varient. Mais, selon les termes de Commons, aucune répétition n'est jamais identique, aucune réplique n'est parfaite. Cette imperfection est source de diversité, "ces variations dans le cours de

¹²⁰ "Each individual occupies a superior or inferior position in a concern, either temporarily or continuously. If he has had experience with many concerns or with only one concern, he has acquired ways of looking at things when making his decisions, choosing his alternatives, and dealing with others in his transactions" (Commons 1934a p.697).

l'histoire introduisent de nouvelles coutumes, comme variantes ou alternatives de coutumes antérieures ou contemporaines ; il y a toujours une décadence ou même une élimination violente des anciennes coutumes ou des coutumes concurrentes, donnant lieu à des coutumes nouvelles ou différentes. Ainsi, y a-t-il une sélection continue des coutumes selon le changement dans les conditions économiques et selon les dominantes économiques et politiques. Comme cela survient par l'opération de la volonté humaine, cela s'apparente plutôt à la sélection artificielle de la théorie de l'évolution de Darwin, appliquée, cependant, aux pratiques et aux transactions compatibles avec le changement dans les conditions sociales au lieu des conditions géologiques" (Commons 1934a p.45 ¹²¹).

L'artificialisme de Commons laisse une place analytique importante à la volonté humaine. Mais cette position ne peut être comprise comme une concession à l'individualisme méthodologique puisque cette volonté s'exerce non "en soi", pour ainsi dire, mais dans le réseau social des transactions : il ne s'agit pas de l'exercice de la volonté dans l'action, mais de l'exercice de la volonté dans les transactions - c'est-à-dire dans le cadre d'un réseau de règles, d'obligations et de limitations.

Le lien entre l'évolution historique à l'origine des institutions du capitalisme américain, appréhendée à travers les décisions de la Cour de Justice, et le processus qui vient d'être évoqué peut être énoncé ainsi : la survivance ou la sélection d'une pratique ne dépend pas seulement du choix par les décideurs des institutions particulières. Elle relève également de la cohérence des pratiques entre les institutions et, plus largement encore, de considérations de justice et d'éthique.

L'évolution des pratiques au niveau des institutions particulières est sanctionnée en amont par l'ordre juridique. Ce point constitue, au demeurant, un aspect particulièrement original dans l'analyse de Commons.

2.3. La dynamique sociale et l'interaction des procès économiques et juridiques.

Si Commons adopte le point de vue des fondements juridiques des institutions modernes, ce parti-pris n'est pas neutre. Bien que Commons ne prétende pas, comme il a été souligné plus haut, que la dynamique juridique soit exclusivement explicative de

¹²¹ "These variations in the course of history introduce new customs as variables, or as alternatives, of preceding or contemporary customs ; there is always a decadence, or even a violent elimination, of old customs or competing customs, giving way to the new or different ones. Thus there is a continual selection of customs fitted to the changing economic conditions and the changing political and economic dominance. Since this occurs by operation of the human will, it is much like the artificial selection of Darwin's evolution, applicable, however, to practices and transactions suited to changing social conditions, instead of to changing geological conditions" (Commons 1934a p.45).

la dynamique globale, la dynamique économique ne peut être comprise, pour lui, que dans son interaction avec le "*due process of law*". A ce titre, la démarche de Commons se révèle particulièrement originale, y compris relativement à l'analyse économique du droit, développée plus tardivement à travers la filiation de l'école de Chicago (qui a œuvré à l'extension de l'approche économique à d'autres frontières, dont le droit) et de "La Nouvelle Economie" (qui a développé notamment la théorie des droits de propriété et dont les représentants majeurs sont Posner et Buchanan).

On peut distinguer trois directions selon lesquelles l'analyse économique du droit s'est développée : (1) la première est relative à l'extension de la méthode de l'individualisme méthodologique à d'autres comportements que l'échange et a ouvert des perspectives sur les conséquences des règles de droit sur les comportements (Fluet 1990) ; (2) la seconde est la conception instrumentale des règles du droit, qui considère celui-ci comme une technique d'intervention de la puissance publique ; (3) la dernière est la théorie du bien-être, qui circonscrit l'intervention de la puissance publique aux failles du marché (Cherot 1988).

La place et le statut accordés au droit par l'analyse économique de Commons ne correspondent à aucune de ces conceptions.

(1) Commons n'accorde pas à l'analyse économique la compétence d'étendre la portée de ses axiomes au domaine du droit. Tout comme un certain nombre d'économistes de son époque, il pense au contraire que l'Economie doit s'enrichir en s'intégrant au champ, plus vaste, des sciences sociales (Wolfe 1936).

(2) Dans la perspective de sa pensée, le droit ne peut être considéré du point de vue de la neutralité d'une simple technique et surtout ,

(3) Commons n'adhère en aucun cas aux hypothèses théoriques qui conduisent à représenter la société en termes dichotomiques, dont une aire serait le lieu de prédilection des mécanismes marchands et l'autre serait le domaine des exceptions à la règle de cette régulation marchande.

Plus généralement, la conception de l'intervention publique et du droit n'est pas conforme, chez Commons, aux conclusions de l'Economie libérale sur ce thème : dans la version libérale la moins extrême, l'intervention publique concerne les domaines pour lesquels les mécanismes de marché se révèlent inefficaces. Dans la version "dure" de Hayek, par exemple, l'ordre social est spontané (si l'on tend vers la réalisation des

axiomes relatifs à la liberté des individus) et les règles de droit immanentes ¹²². Dans cette perspective, l'intervention de l'Etat relève uniquement de la garantie de la liberté des agents et de l'application des principes de droit négatif.

Pour Commons, l'ordre social est un produit d'un compromis issu de l'action collective délibérée dans laquelle les autorités juridiques et politiques ont néanmoins un rôle d'arbitre en dernier ressort. Loin d'une représentation dualiste, Commons conçoit la société comme un réseau d'institutions, dont le marché n'est qu'une modalité particulière. Du point de vue du droit, le marché est soumis, comme toute institution, à un complexe de règles plus ou moins formulées (des coutumes aux lois) dont certaines sont spécifiques et d'autres s'appliquent à un ensemble plus large d'institutions, voire à toutes les institutions humaines. Le droit assure une part de la régulation sociale (Gleizal 1984). A ce titre, les règles de droit recèlent des propriétés ordonnatrices mais aussi (et en lien avec la conception évolutionniste de Commons) des propriétés dynamiques.

Le système juridique, de même que le système des règles morales, est présenté comme un mode de contrôle social mais également de changement social, simultanément coercitif et "champ d'opportunité" pour les entités sociales et les individus qui voudraient modifier les règles du jeu. La jurisprudence (la réinterprétation du droit appliquée à des situations inédites) est un vecteur d'innovation sociale par diffusion et normalisation de nouvelles pratiques tout autant qu'elle est le récepteur de ces innovations, chargée qu'elle est de trancher les conflits issus des situations nouvelles.

L'idée d'ordre, chez Commons, ne renvoie ni à un ordre immanent, ni à un ordre statique ; mais à un ordre construit à travers le processus de l'action collective. "Les théories de l'institution ou de l'organisation (*going concern*), comme nous l'appelons, sont construites conjointement sur des théories de l'équilibre et du changement. Leur attention, cependant, est dirigée vers les changements intentionnels et vers un équilibre construit au lieu d'un équilibre spontané. Ce contrôle volontaire, qualifié par Darwin de «sélection artificielle», signifie que l'esprit humain, par l'action individuelle et

¹²² Pour Hayek, la société est le lieu de coexistence et d'interaction de deux catégories d'ordre : les ordres spontanés qui sont le résultat des actions individuelles et ne relèvent d'aucun dessein ni particulier ni collectif, et les ordres artificiels ou organisations qui sont guidés, au contraire, par des objectifs. Mais le produit de ces interactions est lui même un ordre spontané ou endogène. Autrement dit la société est *Kosmos*, c'est-à-dire auto-régulée et qui n'est le produit d'aucun dessein humain. Quant au droit, que Hayek définit comme un ensemble de règles de conduites obligatoires et générales, il est, selon lui, plus ancien que la législation, c'est-à-dire la confection délibérée des lois. Le législateur doit traduire en droit les lois naturelles, les régularités héritées de la tradition. Par suite, Hayek considère que l'Etat doit circoncrire son intervention à la garantie de l'application de ce "droit négatif", c'est-à-dire à empêcher les individus de transgresser les règles héritées de la coutume (Hayek 1980).

collective, contrôle l'évolution selon ses propres critères d'adaptation" (Commons 1934a p.120 ¹²³).

Pour Spengler, le problème de l'ordre est de réconcilier trois conditions paraissant a priori incompatibles: "l'autonomie, la coordination et la continuité" ¹²⁴. Ce triptyque recouvre quasiment celui de Commons - la rareté, l'efficacité et l'avenir - pour lequel le droit a pour fonction de résoudre le problème de la dualité entre la liberté et le contrôle et entre la continuité et le changement. D'une part, les règles de fonctionnement garantissent la moralité du pouvoir économique et des organisations, et d'autre part, la loi devrait être une sélection des meilleures pratiques existantes (pour une situation donnée et relativement à l'intérêt général ou la gestion des conflits) par les Cours de Justice et l'Etat (tout comme les règles devraient être une sélection des bonnes pratiques par les dirigeants d'une organisation). Ainsi, le droit fournit-il un cadre pour l'activité économique, mais ce cadre est essentiellement dynamique. Commons endogénéise la dynamique économique et la dynamique juridique dans la dynamique sociale globale.

La dimension évolutionniste est, au total, bien présente dans la démarche de Commons. Plus, elle est véritablement originale en ce qu'elle fait une place prédominante à la volonté des acteurs et aux institutions juridiques dans le processus de l'évolution économique. Cette position artificialiste prétend non seulement dépasser la statique néo-classique de l'équilibre mais aussi la conception "naturaliste" de l'évolution que Commons diagnostique avant tout chez Veblen. L'enjeu est celui d'une convergence institutionnaliste sur la notion d'évolution mais qui ne correspondrait pas à la même conception de l'évolution. Au delà de la position propre à Commons sur cette question, la confrontation des deux conceptions de l'évolution (celle de Veblen et celle de Commons) va nous permettre de juger de leur compatibilité ou de leur irréductibilité.

3. Pour une homogénéisation des conceptions institutionnalistes de l'évolution - ou la réconciliation des sélections artificielle et naturelle.

La cohérence des conceptions évolutionnistes des deux institutionnalistes va tout d'abord être envisagée du point de vue de leur objet et, en particulier, à propos de la périlleuse définition du concept d'institution.

¹²³ "The institutional theories, or as we term, the going concern theories, are build upon both the equilibrium and the process theories. Their attention, however, is directed toward intended or purposeful changes, and to a managed equilibrium instead of an automatic equilibrium. This purposeful control was named by Darwin «artificial selection» by which was meant that the minds of men, by individual or collective action control evolution itself according to their own ideads of fitness" (Commons 1934a p.120).

¹²⁴ Cité par Dugger, 1989.

On montrera ensuite que la différence évoquée par Commons entre sélection artificielle et sélection naturelle peut être neutralisée pour peu que l'on considère le terme (court ou long) de l'évolution.

3.1. L'objet de l'évolution : coutumes *versus* habitudes de pensée ?

Chez les deux auteurs, l'évolution ne porte pas uniquement sur les individus mais sur les institutions humaines. Selon un certain nombre de commentateurs, le problème est que ces deux institutionnalistes ne définissent pas l'Institution de la même manière : pour Veblen, il s'agit d'une habitude de pensée ; pour Commons, c'est la manifestation organisée de l'action collective.

Il semble, pourtant, que sur la conception des institutions, une convergence puisse être établie. L'idée a déjà été évoquée à propos de Veblen pour qui les habitudes de pensée finissent par s'incarner dans des organisations concrètes. La lecture de Commons permet également d'opter pour la proximité des deux pensées à ce propos. En effet, Commons semble insister particulièrement sur le rôle des coutumes pour caractériser ce qu'il appelle avec Jordan "la pensée institutionnalisée" ¹²⁵ et par suite, dans une perspective pragmatique, l'action et le comportement humain.

A ce titre, Commons fait, implicitement, référence à Veblen tout en s'en démarquant simultanément. "Les coutumes, dit-il, ne peuvent être changées radicalement ou brutalement étant donné qu'elles émanent des faits les plus élémentaires chez les créatures vivantes, les Instincts et les Habitudes qui sont de simples répétitions d'actes établies par l'expérience de la protection de l'existence, du plaisir et la survie dans la lutte pour l'existence. Cette répétition se transmet d'une génération à l'autre de telle sorte que la coutume est analogue à une hérédité" (Commons 1934a p.45 ¹²⁶). Mais il ajoute aussitôt qu'il préfère substituer le terme "coutume" à celui "d'habitude" car ce dernier est une catégorie individuelle alors que le premier a un contenu collectif.

Si, sur le plan sémantique, la remarque de Commons se justifie, en revanche, la divergence avec Veblen repose sur un malentendu. Car il est indubitable que pour Veblen, une habitude de pensée est un déterminant social (collectif) des comportements (cf. la première partie).

¹²⁵ Jordan (E.) *Form of individuality*, 1927, cité par. Commons 1934a.

¹²⁶ "Customs cannot be changed radically or suddenly, since Instint and Habit, which are the mere repetition of acts found by experience to be preservative of life, of enjoyment and of survival in the struggle of competition. This repetition goes from one generation to another in such a way that custom is analogous to heredity" (Commons 1934a p.45).

L'examen du statut et du rôle des "coutumes" de Commons semble confirmer, d'ailleurs, sa proximité à l'analyse de Veblen et la quasi homologie des coutumes et des habitudes. Par exemple, on retrouve l'équivalent de la partition due à Veblen, entre "routine" et "habitude de pensée", chez Commons. Ce dernier constate que la plupart des actions sont routinières et contrôlées par l'action collective dans les institutions. Mais les coutumes, ajoute Commons, concernent tout autant la pensée elle-même que son expression comportementale. L'opinion collective contrôle également l'opinion individuelle. Pour comprendre les comportements économiques, il faut considérer les "hypothèses tenues pour vraies" et tellement familières qu'elles sont parfois non formulées (Commons 1934a p.697). Cette opinion collective, ces hypothèses tenues pour vraies, Commons les qualifie "d'hypothèses habituelles". Il distingue trois types d'hypothèses habituelles : les hypothèses relatives à la technologie (ou à la production des valeurs d'usage), les hypothèses relatives à la propriété (ou encore aux catégories économiques) et enfin les hypothèses relatives à l'éthique (ou aux procédures de résolution des conflits). Dans ces trois domaines, les individus et les groupes sociaux ne partagent pas les même "hypothèses habituelles" et n'accordent pas la même importance à chacun de ces domaines. Ces divergences ont pour fondement la similarité des intérêts et des transactions engagées. Commons remarque d'ailleurs que son analyse rejoint la partition de Marx, qui repose sur "la conscience de classe" et celle de Veblen, qui repose sur "les instincts". Si Commons reconnaît rencontrer Veblen sur sa partition des instincts (instinct technologique et instinct de prédation, la dimension éthique n'ayant pas d'autonomie dans l'analyse de Veblen), il le rejoint *a fortiori* sur la dichotomie des habitudes de pensée. Comme nous l'avons déjà défendu, la notion d'habitude est prégnante, pour Veblen, sur la notion d'instinct et recouvre l'ensemble des comportements expliqués dans un premier temps par ces mêmes instincts.

Comme pour Veblen, les coutumes de Commons expliquent les pratiques économiques concrètes (l'usage du chèque, les conventions relatives aux horaires de travail etc...) mais aussi les "représentations du monde" et en particulier les théories économiques et la philosophie sociale. A maintes occasions, Commons évoque, en guise de critique, l'inadéquation des représentations issues de conditions historiques passées pour comprendre la situation présente ¹²⁷ (l'époque de Commons).

¹²⁷ "Thus economic theory began with a commodity as its ultimate scientific unit, then shifted to a feeling, in order to explain a transaction which is its practical problem underlying all of these concepts of commodities, feelings and transactions have been certain principles of explanation, which the theorists either avowedly assumed or took for granted out of the prevailing habits of mind or way of thinking of the time when they wrote" (Commons 1924 p.5).

Ici encore, on pense à Veblen. Les coutumes sont caractérisées par une certaine inertie, et leur changement est souvent retardataire vis-à-vis de l'évolution infrastructurelle. Cette inertie est attribuée au fait que les coutumes sont bien ancrées chez les individus qui les assimilent dès leur enfance. "Les coutumes changent, dit-il, mais si elles changent lentement, l'enfance des individus est assez longue pour qu'ils acquièrent des habitudes et des désirs conformes aux coutumes. Ainsi, elles apparaissent naturelles, stables, inaliénables, alors qu'elles sont artificielles, collectives, transitoires et susceptibles de disparaître." (Commons 1924 p.5 ¹²⁸).

Commons illustre cette question en interrogeant la thèse qui énonce que la société industrielle fait passer la civilisation de l'ère des coutumes et du statut social à l'âge des contrats et de la concurrence où les individus, libérés des contraintes sociales antérieures, sont responsables de leur position dans la société, celle-ci étant déterminée par les opérations économiques. Pour Commons, le contrat doit être, au contraire, compris comme une coutume contemporaine. " (...) la société moderne, dit-il, n'est pas passée des coutumes au contrat, elle est passée des coutumes primitives aux coutumes des affaires" (Commons 1934a p.706 ¹²⁹).

Au total, on peut conclure que la théorie évolutionniste de Veblen et de Commons porte sur le même objet. La définition *in extenso* d'une "institution" est sans doute rendue difficile par la diversité des situations que ce concept recouvre. Les deux institutionnalistes ont recours "au plus petit dénominateur commun" pour caractériser l'institution et, à travers cet objet, le moyen de cerner le comportement humain. Ce dénominateur commun est aussi le plus évanescent, qu'il soit une habitude de pensée ou une hypothèse habituelle (une catégorie de la coutume). Ces objets évanescents peuvent se manifester également par des conditionnements plus codifiés comme des règles et des lois et s'incarner finalement dans des structures plus tangibles, comme les organisations (*going concern* de Commons) ou l'entreprise capitaliste américaine (corporation ou *business entreprise* de Veblen). Mais il reste que ces formes tangibles

¹²⁸ "Cutoms change, but if they change slowly, then the infancy of individuals is long enough to acquire habits and wishes fittes to the customs. Then they appear to be natural, unchangeable, inalienable, though they are artificial, collective, transitory, forfeitable" (Commons 1934a p.703).

¹²⁹ "Hence, modern economic society has not passed from custom to contract-it has passed from primitive customs to business customs" (Commons 1934a p.706).

peuvent être caractérisées par les principes élémentaires que sont les habitudes et les coutumes ¹³⁰.

Commons prétend, à la différence de Veblen, adopter l'idée d'une sélection artificielle plus que naturelle pour les institutions. Cette différence est-elle un point de rupture entre les deux versions de l'évolutionnisme ?

3.2. La sélection artificielle et la sélection naturelle réconciliées.

Le nœud Gordien de la divergence affirmée par Commons vis-à-vis de l'analyse de Veblen est l'absence de la volonté dans les mécanismes de sélection des règles et le fonctionnement des institutions ¹³¹.

Le fait que Veblen revendique la métaphore darwinienne pour appuyer le point de vue non téléologique dans la direction du changement social, conduit Commons à penser que ce dernier refuse d'introduire les objectifs dans la réflexion économique.

Il faut considérer que pour Veblen, la non téléologie est un argument de critique à l'égard des représentations hégéliennes du sens de l'histoire et simultanément à l'égard des lois naturelles puis normales qui constituent, d'après lui, les fondements de l'Economie dominante. Cela ne signifie pourtant pas que Veblen nie le rôle de la volonté dans le comportement humain. En témoigne sa discussion sur les instincts, que Veblen distingue des activités réflexes par l'intervention de l'intelligence et de la volonté (cf. la première partie).

Mais, au-delà de la simple volonté, se pose également la question de la maîtrise des résultats de l'action.

Une position caricaturale consisterait à affirmer : Commons adhère à l'idée de la maîtrise, du procès des coutumes et plus largement des règles de fonctionnement des

¹³⁰ D'ailleurs, chez Commons, comme chez Veblen, "le principe élémentaire" est l'équivalent du support de l'hérédité dans un organisme. "And these transactions (...) have curious analogies to the factors Darwin discovered in organisms. Custom, the repetition of transactions, is analogous to heredity; the duplication of transactions a rise from pressure of population; their variability is evident, and out of the variabilities come changes in custom and survival; But here survival is the artificial selection of good customs and punishment of bad customs, and it is this artificiality, which is merely the human will in action, that convert unorganised customs or habits into orderly transactions and going concerns" (Commons 1934a p.638).

¹³¹ "If we look for the foundation of this remarkable difference in conclusions on the same phenomenon of the new capitalism, we shall find that it consists of a difference in the concept of science itself. Veblen's concept of a science was the traditional concept of the physical sciences which rejected all purpose in the investigation of the facts. The court's concept of a science was an institutional concept wherein the investigation must start with a public purpose as a primary principle of the science itself. It is the difference between physical science and social science" (Commons 1934a p.654).

institutions se déroulant par l'opération de la volonté humaine ; symétriquement, Veblen ne conçoit aucune maîtrise globale du procès d'évolution.

Une lecture moins antithétique et considérant la distinction entre le long et le court terme conduit non seulement à modérer la position de chacun des auteurs mais plus encore à les réconcilier sur ce terrain.

Commons, d'abord, ne néglige pas les effets non anticipés des actions, les conséquences inattendues des choix. Il reconnaît l'incertitude attachée à toute décision humaine.

Les conséquences involontaires des décisions interviennent même dans le procès évolutionniste des transactions routinières et stratégiques tel qu'il a été évoqué précédemment (Biddle 1990). Par exemple, Commons évoque le cas de l'introduction d'une nouvelle technologie, qui accroît le niveau des accidents du travail ou la pollution ¹³². L'adoption de cette technologie n'a évidemment pas pour objectif d'accroître le niveau des accidents ¹³³. C'est donc une conséquence involontaire des décisions. Mais cette "externalité", vecteur de conflits, devient alors l'objet des transactions stratégiques jusqu'à ce que des règles adaptées à la régulation de cette nouvelle situation conduisent à des transactions habituelles. Les phénomènes involontaires deviennent «le problème» ou le facteur critique dans la séquence pragmatique de résolution collective des conflits.

A l'inverse, Veblen ne nie pas la possibilité d'une maîtrise du résultat des actions des acteurs économiques. En particulier lorsqu'il analyse les données spécifiques du système capitaliste américain, il insiste sur la question de la maîtrise du système industriel par le contrôle de ses interstices. Evidemment, le ton polémique en filigrane dans cette analyse transpose l'idée de la maîtrise des décisions, du contrôle social, en question du pouvoir (c'est-à-dire de la maîtrise des décisions d'autrui).

Chez Commons également, la décision et l'exercice de la volonté (qu'il appelle aussi «volition») relèvent *in fine* d'une structure hiérarchique des pouvoirs. De nouvelles pratiques émergent de la créativité et de l'opportunisme d'individus ou de groupes sociaux, mais ce sont les autorités qui sanctionnent la pérennité de ces pratiques, des autorités dans les organisations et, au dessus, des autorités juridiques ou politiques.

"Ce qui est advenu, dit-il, est un choix des coutumes parmi toutes ces variantes par ceux qui ont le pouvoir de choisir et d'imposer ; et la variation des coutumes est comme la

¹³² Biddle évoque également d'autres exemples tirés de Commons, Labor and administration, 1913, à propos de conséquences inattendues des actions dans le domaine des relations professionnelles, cf. Biddle 1990.

¹³³ Cf. aussi Commons, 1924 p.70, où il évoque la triple expression de la volonté : *performance*, *avoidance*, *forbearance*, cette dernière faisant place à l'involontaire.

sélection artificielle qui, au cours des siècles, change le loup en chien" (Commons 1934a p.710 ¹³⁴).

Il n'y a, par conséquent, pas de divergence des conceptions évolutionnistes de Commons et Veblen que l'on puisse attribuer au caractère délibéré ou spontané du processus de sélection et qui fonderait l'opposition entre les représentations artificialiste et naturaliste de la dynamique sociale.

La différence entre les conceptions de Veblen et Commons tient, au fond, au terme qui les préoccupe. Lorsque Veblen évoque la non finalité du procès évolutionniste, il se réfère principalement au long terme, à l'Histoire. Commons, quant à lui, semble plus préoccupé par le procès continu de résolution des conflits.

Pour Copeland, il faut distinguer les pratiques et les valeurs plus que ne le fait Commons. Lorsque ce dernier définit le procès évolutionniste comme le processus artificiel de sélection des meilleures pratiques existantes, la qualité supposée des pratiques renvoie à des jugements sociaux de valeur dont l'évolution doit être également considérée. Autrement dit, pour Copeland, les pratiques agissent comme des conditions de sélection des valeurs aussi bien que les valeurs à l'égard de la sélection des pratiques. Plutôt que de parler de la sélection des meilleures pratiques existantes, dit-il, il conviendrait de parler de la sélection des pratiques existantes les plus fréquentes (Copeland 1936). Si, à court terme, les valeurs sont relativement stables pour fonder les critères de sélection artificielle, sur le long terme les valeurs évoluent à leur tour et sous l'influence des pratiques. Pour Copeland, c'est de sélection naturelle dont il faut alors parler concernant le processus global. "Aucun doute que le «court terme» en réalité peut, dans certains cas, s'avérer long à l'échelle de la vie humaine. Mais cela ne justifie pas que l'on parle de «sélection artificielle» et de «progrès» comme si la direction du changement dans le cours global de l'évolution sociale était unifié" (Copeland 1936 ¹³⁵).

Il faut bien considérer le fait que pour les avocats du "laissez-faire", l'expression "sélection artificielle" désigne les interventions étatiques et recèle une connotation tout à fait péjorative. Aussi, Commons reprend-t-il l'expression avec l'objectif de justifier, au contraire, les mesures qualifiées d'artificielles par ces derniers. Pourtant, ces mêmes mesures, par un jeu rhétorique, pourraient aussi bien être considérées comme naturelles

¹³⁴ Nous soulignons. "What happens among all these variabilities is a choice of customs by those having power to choose and enforce ; and the evolution of customs is like that artificial selection whith, in the course of centuries, changes the wolf into the dog" (Commons 1934a p.710).

¹³⁵ "No doubt, the «short-run», as a matter of fact, may, in certain cases, turn out to be long as compared to an individual's life span. But this will not justify our speaking of «artificial selection» and «progress» as if the direction of change in the whole course of social evolution were unified".

de même que le procès d'évolution car, comme le dit justement Ward : "Si l'organisation ou l'amélioration de l'organisation et de toutes les autres institutions humaines aussi bien que l'exercice de toute action de l'espèce humaine civilisée sont les conséquences normales de l'évolution et se sont échafaudés sous l'action des lois naturelles, rendues seulement possibles par l'existence de la faculté intellectuelle des hommes (...) qu'est ce qui dans le monde peut être qualifié d'artificiel ? " ¹³⁶

Si, dans le contexte du débat sur le laissez-faire, où "la sélection naturelle" s'oppose à "la sélection artificielle", l'utilisation par Veblen de l'expression "sélection naturelle" dérange Commons, les deux auteurs ne s'opposent pas véritablement sur le fond : (1) ils militent pour une conception évolutionniste de la Science Economique ; (2) ils s'opposent à l'idée d'une loi naturelle d'évolution de la société ; (3) ils conçoivent l'évolution sociale à travers une dynamique de conflits et de pouvoir ; (4) enfin, l'évolution des institutions repose sur la transmission d'un équivalent du génotype pour un organisme, les habitudes de Veblen et les coutumes de Commons.

Subsiste néanmoins une divergence fondamentale entre les deux auteurs, qui relève plus de leurs jugements de valeur respectifs que du fond de leur analyse "scientifique". En effet, ce qui sépare Commons de Veblen est une foi affirmée, par le premier, dans le progrès de la civilisation alors que Veblen considère, au contraire, que des institutions qui ne satisfont pas aux principes supérieurs, tel le bien-être social, peuvent survivre, comme en témoigne sa réflexion sur "le triomphe des institutions imbéciles ¹³⁷" (Veblen 1914 p.25). L'analyse historique de Commons révèle son optimisme et sa croyance en la capacité des institutions à évoluer dans le sens de l'intérêt du plus grand nombre. Les institutions capitalistes ont libéré les individus de la coercition des institutions médiévales, l'usage de la monnaie libère les individus de leurs obligations en nature. Pour Veblen, le bénéfice social de l'évolution est fluctuant au cours des étapes historiques décrites. A la différence de Commons, Veblen ne pense pas que les institutions publiques agissent en vue de l'intérêt général mais plutôt pour favoriser des catégories particulières de la population.

¹³⁶ Cité par Dorfman, 1963. Biddle suggère que Commons ne se réfère jamais à Ward mais plutôt à Ross, qui fût le disciple de Ward. "If the organisation and improvement of government and all other human institutions as well as the operations of the various civilizing agencies of mankind are normal products of evolution, and have taken place under operation of natural laws, made possible only through the existence of the intellectual faculty of man (...) What is there in the world that can be called artificial ? "

¹³⁷ "(...) History records more frequent and more spectacular instances of the triumph of imbecile institutions over life and culture than of peoples who have by force of instinctive insight saved themselves alive out of a desperately precarious institutional situation, such, for instance, as now faces the peoples of Christendom" (Veblen 1914 p.25).

C'est sur cette partition suivante que l'on peut finalement résumer la convergence et la divergence entre les deux institutionnalismes à propos du problème de l'évolution : Veblen et Commons convergent sur le plan scientifique mais ils divergent dans leurs jugements de valeur.

TROISIEME CHAPITRE

**La question de la valeur et la
représentation dichotomique des
institutions contemporaines chez Veblen
et Commons.**

La conception dichotomique des institutions constitue l'une des contributions les plus notoires de Veblen à l'analyse économique. Cette dichotomie peut être, à certains égards, considérée comme un paradigme au sein d'une certaine tendance du courant institutionnaliste, et est à l'origine d'analyses fructueuses dans le champ de l'Economie industrielle, avec les travaux de Bearl et Means, ainsi que ceux de Galbraith notamment.

Il paraît, dès lors, fondamental de tester l'adhésion ou le rejet de cette théorie dans l'analyse de Commons afin d'envisager la cohésion dans les fondements du courant institutionnaliste. Cette confrontation peut être menée à trois niveaux :

(1) Cette théorie repose préalablement sur une certaine conception du capital, par laquelle Veblen montre le caractère intangible sur lequel repose le pouvoir du producteur dans la société capitaliste américaine. L'analyse de l'évolution de la conception juridique de la propriété chez Commons converge avec cette conception, nonobstant que ce dernier insiste sur le caractère régulateur du procès de normalisation juridique sur le pouvoir des producteurs.

(2) Nous montrerons, ensuite, que Commons converge non seulement sur l'idée de structure dichotomique des institutions capitalistes mais aussi sur la thèse que cette structure constitue la base de la dynamique sociale des conflits. Mais, dans le cadre de l'épistémologie darwinienne revendiquée par Veblen, ce procès sans finalité exclut la notion de progrès. Pour Commons, le conflit est régulé par "la main invisible de la Cour Suprême" (Commons 1924 p.204) et le progrès est assuré par le concept de "valeur raisonnable" développé par les instances jurisprudentielles.

(3) Il faudra, en fin de compte, confronter Veblen et Commons sur leurs conceptions des valeurs et sur le fondement de ces conceptions pour établir que les compromis sociaux émanent, chez les deux auteurs, du Pouvoir. La différence est que dans la configuration de Commons, l'exercice de ce pouvoir est raisonnable, alors que pour Veblen les instances politiques ne constituent en rien une garantie de la valeur collective des compromis.

1. La conception de la propriété et du capital : exploitation ou caractère raisonnable des institutions économiques ?

La compréhension des caractères structurels spécifiques du système économique de leur époque, ainsi que les comportements qui leur sont associés, constitue une question cruciale, à la fois pour Veblen et Commons. Une des caractéristiques essentielles de ce système leur semble être une tendance à la dématérialisation de la richesse, et dans l'ordre industriel, une immatérialité croissante du capital. Cette convergence d'analyse

d'ordre général a conduit Endre à confronter les deux institutionnalistes sur le statut du concept d'actif ou de capital "intangible" (*good will*), dans leurs analyses du capitalisme américain (Endre 1985). La comparaison lui permet de conclure à une incompatibilité d'analyse entre Veblen et Commons : si, pour le premier, l'existence d'actifs intangibles est une arme anticoncurrentielle et "d'exploitation" des consommateurs, pour le second, elle est compatible avec la compétition et ne nuit pas au caractère raisonnable des transactions économiques, celui-ci étant garanti par les institutions juridiques. En cela, Endre rejoint le propre commentaire de Commons à propos de la notion d'actif intangible chez Veblen, quoiqu'il minimise la filiation, revendiquée par Commons lui-même, entre les deux auteurs sur cette question.

1.1. Commons et la conception veblenienne du capital.

En effet, dès l'introduction de *Institutional Economics* et plus longuement au cours du chapitre dix, consacré à la définition des "valeurs raisonnables", Commons insiste sur la perspicacité des outils intellectuels apportés par Veblen à la compréhension de la dynamique industrielle du système capitaliste, et en particulier de l'intérêt de sa théorie du capital (Commons 1934a pp.3-4 et pp.650-656). Pour Veblen, la dichotomie de l'industrie et des affaires conduit à distinguer les biens capitaux des actifs. Ces derniers sont définis comme une capitalisation des gains anticipés que les biens capitaux peuvent procurer. Cette capitalisation repose sur les actifs intangibles qui procurent des avantages différentiels (négociables) vis-à-vis de la concurrence. Les actifs sont capitalisés sur la base de leur capacité à procurer des profits ou autrement dit, sur le taux de profit anticipé (*Prospective profit yielding capacity*) (Veblen 1904 p.90).

Commons note, en particulier, l'analogie entre l'analyse scientifique de l'évolution de la nature du capital de Veblen et l'évolution de la notion de propriété adoptée par les cours de justice au cours du procès jurisprudentiel.

Une première étape de l'évolution dans la définition de la propriété, et par suite dans l'évaluation du capital sanctionnée par les décisions juridiques, a consisté à reconnaître la distinction entre le "capital corporel", c'est-à-dire la valeur des biens matériels d'une entreprise, et le "capital incorporel", incluant sa structure financière (la structure des créances et des dettes).

Une seconde étape avait conduit à reconnaître l'existence d'un certain nombre d'éléments non matériels (tels une situation géographique particulière, une réputation, un nom), ayant parfois une identité physique (une marque, un brevet) et qui apportent une valeur ajoutée au capital de l'entreprise. Cette seconde étape correspond à la reconnaissance juridique de ce que Veblen désignait par le "capital intangible" et que

Commons définit pour sa part comme " (...) consistant en brevets, droits de reproduction, marques déposées, clientèle, réputation, le volume de crédit, le droit d'exercice du commerce, le droit d'accès au marché du travail, l'accès privilégié au marché des marchandises et au marché monétaire. Tout cela a une valeur actuelle fondée sur les transactions anticipées d'achat et de vente, d'emprunt et de remboursement, de location ou de résiliation" (Commons 1924 p.159 ¹³⁸).

Dans une étude historique des décisions de justice de la Cour Suprême, Commons relève que le premier cas jurisprudentiel de reconnaissance du poids économique et du rôle de la part immatérielle du capital dans la valeur des actifs d'une entreprise et dans la compréhension de la concurrence date de 1890 (ce cas était relatif à une question de tarification des transports ferroviaires dans l'Etat du Minnesota, cf. Commons 1934a p.651). Mais la reconnaissance de "la propriété intangible" est intervenue de façon plus significative encore lors du différent qui opposa la compagnie Adam Express aux autorités de l'Etat de Ohio, à propos du montant de taxation incombant à la compagnie compte tenu de l'éclatement de sa localisation ¹³⁹. Commons relate la décision de la Cours Suprême qui avait réévalué le capital de la compagnie de 23 000 dollars à 449 377 dollars (Commons 1924 pp.176-177). En tenant compte de la valeur du marché de l'actif financier, la cour a pris en compte la valeur reposant sur l'anticipation des capacités de bénéfice de l'entreprise pour établir le montant de la taxe locale à verser à l'Etat de Ohio. "Dans ce cas, dit Commons, on peut voir que la Cour a reconnu précisément la distinction de Veblen entre la valeur du capital fondée sur la propriété corporelle (23 000 dollars) - correspondant en réalité aux théories prévalentes des économistes - et le phénomène nouveau de la valeur de la propriété intangible (449 377 dollars)" (Commons 1934a p.652 ¹⁴⁰).

¹³⁸ " (...) «intangible» property, consisting of patent rights, copyrights, trade-name, goodwill, business reputation, good credit, the right to continue in business, the right of access to labor market, the right of access to commodity markets and money market, all of which have a present value based on expected transactions of buying and selling, borrowing and lending, hiring and hiring out" (Commons 1924 p.159).

¹³⁹ La question était de déterminer le montant d'une taxe locale lorsque l'activité d'une firme est ventilée sur un territoire qui dépasse l'Etat concerné. "This territorial diffusion of situs was approved in the Adams Express Company Case, so that the residence of a corporation, for this purpose, at least, is no longer the spot occupied by a supposed entity, the soul of the corporation, but the corporation resides wherever it transacts its business. The shift is made from entities to transactions, and going concerns repeat the individual psychology. The philosopher Descartes located the soul of man in the pineal gland but modern psychology locates the soul in what the body does ; so the lawyers formerly located the situs of a corporation in the state which created it, but now the courts locate it wherever the corporation does in business" (Commons 1924 p.177).

¹⁴⁰ "In this case, it will be seen that the court recognised precisely Veblen's distinction between «capital» on the value of corporal property (23 000 dollars) - corresponding indeed to the prevailing théories of economists - and the new phenomena of the value of intangible property (449 377 dollars)" (Commons 1934a p.652).

Ainsi, Commons établit une correspondance entre l'évolution juridique et l'évolution économique du capital de l'entreprise telle que l'analyse Veblen.

Cependant, la mise en évidence du point de vue juridique introduit, selon lui, un certain nombre de différence avec la conception de Veblen.

1.2. L'importance de la médiation des institutions politiques et juridiques négligée par Veblen.

Toutefois, Commons décèle un premier point de rupture entre la conception de Veblen et celle des cours de justice, divergence qui est l'occasion de démarquer sa propre approche de celle de l'auteur de *The theory of business enterprise* parue trente ans avant *Institutional Economics*. La notion de capital intangible chez Veblen a son origine dans des matériaux factuels tirés des rapports de la Commission Industrielle des Etats-Unis.

"De là, commente t-il, Veblen distingue le «capital» comme la valeur de la propriété corporelle ; mais il distingue aussi la propriété intangible, ou le capital intangible relatif au pouvoir stratégique de contrôle (*holding up*) du bien de la communauté et au pouvoir «d'obtenir quelque chose contre rien» (*getting something for nothing*). Selon cette perspective, il a raison" (Commons 1934a p.650 ¹⁴¹).

Mais Veblen a négligé la prise en considération des interprétations développées par les cours de justice afin de débloquent les conflits ¹⁴² relatifs à l'évaluation des actifs et qui constitue, au contraire, la source de référence principale et privilégiée pour Commons.

Cette différence dans les sources conduit à une sensible divergence d'interprétation du phénomène. Le point de vue industriel (celui de Veblen) met en évidence les conflits émergeant du pouvoir économique des firmes sur leurs concurrents ou sur les consommateurs, ce contrôle reposant sur le capital intangible. Le point de vue juridique (celui partagé par Commons) est celui des conflits et de leur résolution par jurisprudence. Ainsi, pour Commons, la régulation légale maintient l'exercice du pouvoir économique que confère la propriété intangible dans les limites du "raisonnable". "Donc, dit Commons, quoique qu'elle reconnaisse l'observation scientifique de Veblen de ce que les capitalistes font pour échafauder le capital intangible, la Cour Suprême le juge exorbitant, dans ce cas, et réduit leurs capacités de

¹⁴¹ "Hence Veblen distinguished «capital» as the value of the corporeal property ; but he distinguished intangible value, or intangible capital, as the purely pecuniary valuations by business men, according to their strategic power of holding up the community and «getting something for nothing». In this he was correct" (Commons 1934a p.650).

¹⁴² Ce conflit n'est pas un conflit de classe mais un conflit entre les valeurs. La prédominance du mode d'évaluation selon les principes des affaires est souvent en conflit avec la valeur d'usage pour la communauté.

gains (...). La conclusion de Veblen conduit à une théorie de l'exploitation, la Cour construit une théorie de la valeur raisonnable" (Commons 1934a p.653 ¹⁴³).

Le second point de rupture, affirmé par Commons à l'égard de la théorie du capital chez Veblen, réside dans la conception du temps de ce dernier.

Il résume ainsi sa position : "Veblen apporte une contribution significative à la théorie économique lorsqu'il substitue le «changement» à «l'équilibre». Par ce moyen, il fait du Temps un élément essentiel pour l'Economie. Mais il ne peut concevoir la différence entre le changement et l'attente qui constitue la différence entre un point mouvant du temps à un moment donné quand il s'agit du changement, et comme intervalle entre un point présent du temps et un point futur, quand il s'agit de l'attente" (Commons 1934a p.676 ¹⁴⁴).

Par "changement", Commons comprend le temps comme un flux, un point mouvant du temps, non mesurable, entre le passé et le futur. Il associe cette première acceptation à un certain nombre de concepts tels : les transactions d'organisation, l'efficacité, le risque, le profit, et le capital intangible. Par "attente", il désigne un laps de temps, un intervalle entre deux points du temps, auquel il associe les transactions de négociation, la rareté, l'intérêt et la propriété incorporelle.

Selon Commons, Veblen n'opère pas cette distinction dans la conception du temps et utilise l'expression "laps de temps" pour "flux de temps". Ceci a pour conséquence qu'il ne différencie pas la propriété incorporelle de la propriété intangible et, par suite, qu'il ne considère que la question du risque et du profit dans son analyse des fluctuations des valeurs "des affaires". En négligeant "l'intervalle de temps" qui est, selon Commons, l'essence de l'intérêt, Veblen ne peut envisager "le fondement (comme son contemporain scandinave Wicksell l'a fait) d'une régulation de la propriété intangible par la stabilisation des prix par le contrôle central des taux d'intérêt et des opérations sur le marché monétaire (*open market*)" (Commons 1934a p.677 ¹⁴⁵).

¹⁴³ "So that, while recognising Veblen's scientific observation of what the capitalist actually does to build up intangible capital, the Supreme Court deemed it extortionate in this case and reduced earning capacity (...) The Veblen conclusion reaches a theory of exploitation, the Court reaches a theory of reasonable value" (Commons 1934a p.653).

¹⁴⁴ "Veblen furnished (...) a notable contribution to economic theory when he substituted «change» for «equilibrium». He thereby made Time an essential fact of economics. But he could not see the difference between change and waiting-which is the difference between a moving point of time in the ever-present, when change occurs, and an interval between a present point and a futur point of time, when waiting occurs" (Commons 1934a p.676).

¹⁴⁵ "The foundations (as his Scandinavian contemporary Wicksell had done) for a proposed regulation of this same intangible property by stabilising prices through central control of discount rates and open market operations".

Pour Commons, en effet, s'il est difficile aux autorités monétaires d'agir sur le risque et les profits qui lui sont associés en vertu de leur caractère "psychologique", en revanche, une intervention sur les taux d'intérêt à court terme permet de réguler les variations de prix des marchandises et, par suite, les variations des marges de profit des entreprises.

Ce qui compte dans ce qui précède est moins la position respective des auteurs sur le profit et l'intérêt que le fait que Commons utilise cette distinction pour justifier l'idée de régulation volontaire des phénomènes économiques (en particulier par le biais des procédures jurisprudentielles), régulation qu'il estime absente de la conception de Veblen.

Il ne faut, néanmoins, pas minimiser la convergence entre les deux institutionnalistes à propos des caractéristiques majeures de l'entreprise d'affaire. Pour Commons, la prise en compte de la propriété intangible par Veblen est une avancée considérable dans la compréhension de la nature contemporaine du système économique. Il reconnaît, du rest, que le droit de contrôle que confère la propriété lorsqu'il définit la propriété intangible comme "le droit de fixer les prix par détention de quelque chose que les autres désirent mais ne possèdent pas" (Commons 1924 p.64, Commons 1934a p.3). De même, lorsqu'il définit la dimension juridique de la richesse économique, c'est-à-dire la propriété, Commons remarque : " (...) la propriété, au moins dans son acception moderne de propriété intangible, signifie le pouvoir de limiter l'abondance en vue du maintien des prix ; alors que les données matérielles proviennent de la capacité d'accroître l'abondance des biens par l'efficacité dans la production, et même dans la surproduction" (Commons 1934a p.5 ¹⁴⁶).

Commons rejoint tout à fait Veblen sur "sa théorie de l'exploitation", sur ce que Veblen appelle, pour sa part, "le sabotage" (Veblen 1904, 1948) et qui n'est rien d'autre que l'affirmation de l'existence d'un pouvoir économique des producteurs, pouvoir potentiellement discrétionnaire envers la concurrence et les consommateurs.

Ce qui sépare Commons de Veblen, c'est finalement ce que nous avons déjà appelé "son optimisme" qui porte sur la capacité et la volonté des autorités publiques et juridiques à maintenir le caractère raisonnable de l'exercice de ce pouvoir de l'entreprise d'affaire. Veblen, au contraire, n'estime pas possible que l'oligopole ou que les autres formes de pouvoir issues des conditions imparfaites de concurrence puissent avoir des conséquences favorables du point de vue de l'intérêt général (Zingler 1989).

¹⁴⁶ "But ownership, at least in its modern meaning of intangible property, means power to restrict abundance in order to maintain prices ; while the material things arise from power to increase the abundance of things by efficiency in production, even in overproduction" (Commons 1934a p.5).

La conception du capital, de Veblen, repose sur sa théorie de la dichotomie institutionnelle qui constitue sans doute son apport le plus original à l'Economie Politique. Il paraît, dès lors important d'évaluer l'adhésion de Commons à cette théorie.

2. Commons partage-t-il ou réfute-t-il la dichotomie veblenienne des institutions ?

A la définition juridique du capital correspond, on l'a vu, une typologie duale des modes d'évaluation économiques : l'un est relatif à la dimension physique du capital, l'autre à la dimension financière et immatérielle de ce même capital. Cette dualité des valeurs renvoie aux habitudes de pensée divergentes mises en œuvres au sein des institutions économiques.

A juste titre, Rutherford considère que l'apport théorique majeur de Veblen (et par suite, du courant institutionnaliste) est sa distinction fameuse dans les institutions caractéristiques du capitalisme américain du début du siècle, entre l'industrie et les affaires ¹⁴⁷. Selon cet auteur, Commons ne souscrit pas à cette partition et ne partage, au fond, que le programme critique du courant institutionnaliste, son programme positif présentant plus de similitude avec le courant néo-classique (Rutherford 1983). Plus encore, pour Ramstad, Commons "répudie" la dichotomie veblenienne (Ramstad 1989).

On peut imaginer que ces auteurs se réfèrent au passage d'*Institutional Economics* où Commons qualifie la dichotomie de Veblen "d'antithèse cynique" et considère que celle-ci ne peut rendre compte de l'évolution des pratiques commerciales (les affaires) sous contrôle des cours de justice comme elle a pu le faire à propos "des coutumes technologiques" (Commons 1934a p.673). Ce faisant, Commons affirme, encore une fois, la spécificité de son analyse vis-à-vis de celle de Veblen, et en particulier, la place qu'elle accorde à la régulation juridique des procès productifs et économiques. Qu'il prétende dépasser la dichotomie de Veblen ne signifie pas automatiquement qu'il la réfute mais, qu'au contraire, il s'appuie préalablement sur elle. L'idée que Commons prête une pertinence certaine à cette partition est d'ailleurs partagée par d'autres exégètes que ceux précédemment cités.

Afin de tester cette convergence, il convient, avant tout, de confronter les catégories analytiques utilisées par les deux institutionnalistes.

2.1. Dichotomie des institutions, nature des transactions, efficience et rareté.

En premier lieu, pour Hamilton, la convergence entre les deux auteurs institutionnalistes peut se lire dans le découpage de leurs catégories analytiques qui est

¹⁴⁷ La dichotomie de Veblen est littéralement : emploi industriel *versus* emploi cérémonial, cf. Bush 1991.

de même nature et qui procède d'interprétations comparables (Hamilton 1953). Les comportements technologiques et les comportements cérémoniaux de Veblen trouvent leur pendant dans les catégories de transactions établies par Commons.

Aux premiers, les comportements technologiques, correspondent les transactions dites d'organisation, qui concernent les biens physiques ou tangibles au sein des organisations industrielles. C'est l'ordre de la matérialité, de la technologie, de l'usage et de l'utilité sociale.

Les seconds, les comportements cérémoniaux ou pécuniaires, trouvent leur équivalent dans les transactions de négociation relatives aux actifs intangibles qui engagent la dimension commerciale (les affaires) des organisations. On est dans l'ordre du fictif, de l'échange de "quelque chose contre rien", de l'argent, de la richesse monétaire à usage ségréatif.

Il s'agit bien, dans la première configuration, de fabriquer des biens et, pour Veblen comme pour Commons, de contribuer, ainsi, au bien-être de l'espèce humaine. Dans la seconde configuration, il s'agit plutôt de "faire de l'argent" ¹⁴⁸ et, dans les termes de Veblen, d'obtenir une distinction individuelle, un statut et des prérogatives. Mais il existe un troisième type de transaction, dite de répartition et dont Hamilton semble embarrassé pour trouver une correspondance dans l'analyse de Veblen. En se basant sur la distinction fondamentale de Commons entre les "choses" et "les droits de propriétés des choses", Hamilton considère que les transactions de répartition se traduisent par des transferts de droit de propriété et entrent par suite dans la catégorie des comportements cérémoniaux des affaires. Cette interprétation du statut des transactions de répartition ne semble pas tout à fait satisfaisante ¹⁴⁹. Cette dernière catégorie de transaction semble plutôt transversale par rapport aux deux autres, elle les enveloppe et les régle. C'est, en quelque sorte, une méta-transaction et qui ne semble *a priori* pas avoir d'équivalent dans la typologie des comportements élaborée par Veblen. Hamilton, lui même, semble être conscient de ce décalage puisqu'il finit par envisager de rapprocher la dichotomie de Veblen de celle qu'opère Commons entre la question de l'efficacité et la question de la rareté. En cela, il rejoint Mitchell, Copeland et Pirou pour lesquels les deux institutionnalismes convergent sur la dichotomie des institutions capitalistes (Copeland 1936, Mitchell 1924, 1935, Pirou 1946) lesquelles contribuent à l'accroissement des biens matériels dans la société ou instaurent, à l'opposé, une rareté artificielle pour accroître la rentabilité pécuniaire des activités commerciales.

¹⁴⁸ De l'expression "Making goods and making money".

¹⁴⁹ Nous donnerons une interprétation, voire une résolution de cette difficulté à la fin de cette section.

L'efficience est l'expression du pouvoir des hommes sur la nature. Elle est relative à l'ordre de la production et se traduit par un accroissement des quantités de biens produits pour un effort donné en terme de travail ou en terme de coût (la valeur d'usage et la productivité). L'efficience se mesure en quantités matérielles ou physiques. Elle représente la préoccupation et le point de vue de l'ingénieur.

Lorsque Rutherford prétend rattacher la pensée de Commons à la tradition néo-classique, c'est au nom de l'importance de la rareté dans son analyse économique. Il faut pourtant souligner que la rareté est moins un phénomène naturel qu'artificiel, voire institutionnel, pour Commons. La rareté est issue du jeu de l'offre et de la demande, de la distribution et de la commercialisation des produits, de l'institution des affaires. En effet, l'évaluation monétaire des produits peut entrer en contradiction avec la conception physique de la production : comme l'a établi Veblen, il s'agit souvent de réduire la production pour maintenir le niveau des revenus commerciaux. Il n'y a aucune raison pour que la valeur d'usage pour la société corresponde au maximum de valeur d'échange pour les hommes d'affaires. Les deux logiques peuvent, au contraire, s'avérer en totale opposition.

Dans *Legal foundation of capitalism* (Commons 1924), Commons a montré l'importance des institutions de la monnaie et du crédit pour ce qu'il appelle "le capitalisme banquier". Dans ce système (que Veblen qualifie pour sa part de "système des prix"), la nécessité de vendre à un prix rémunérateur limite la production à un niveau inférieur par rapport à ce que les données de la technologie et les ressources naturelles pourraient potentiellement permettre.

Au total, le système capitaliste est un mécanisme de production, créateur de richesses mesurées par l'efficience, et simultanément un mécanisme "d'acquisition" qui conduit à limiter l'offre pour en accroître la valeur monétaire. Sur ce point, les conclusions de Commons convergent avec la dichotomie de Veblen.

En l'absence d'un commentaire de la position de Commons par Veblen lui-même, nous pouvons avoir recours au témoignage significatif de Ayres, institutionnaliste attaché à développer une tradition veblenienne en Economie qui s'avère, par conséquent, très fidèle aux conceptions du précurseur.

Ayres est souvent considéré comme un institutionnaliste qui s'est directement préoccupé de développer la dichotomie de Veblen qui, chez lui, devient la dichotomie entre "la technologie" (qui comprend les arts et les sciences) et "les institutions" (dont

les mythes, les rituels et les idéologies ¹⁵⁰). Pour lui, la Science Economique traditionnelle opère une confusion fondamentale, celle entre la richesse et la monnaie. Le capital est, dit-il, dans sa dimension matérielle "d'équipements multifformes", le fondement de la société industrielle car cette dimension constitue "la réalité objective" du capital. Les fonds et la monnaie constituent les symboles du capital. "L'esprit capitaliste se méprend dans son «obsession des fonds» alors que le surplus est lié à l'efficacité industrielle" (Ayres 1989a). Ayres considère la différence introduite par Commons entre "une chose", qui est l'objet considéré par les théories qualifiées généralement par Commons "d'Economie de la production" (*engineering economics*), dont les œuvres de Ricardo, Marx et Veblen, et "la propriété de la chose" qui est l'objet de l'Economie institutionnaliste. Cette distinction signifie-t-elle que Commons développe des arguments opposés à ceux partagés par Ayres avec Veblen ? Autrement dit, Veblen aurait-il négligé la nature juridique des marchandises ? Ayres ne le pense pas ¹⁵¹. " (...) Nos idées, dit-il, ne sont pas si divergentes en substance qu'elles le paraissent en langage" (Ayres 1989a).

Ces différents auteurs institutionnalistes se rejoignent, pour Ayres, sur les assertions suivantes :

(1) l'Economie traditionnelle considère le statut juridique de la propriété comme une donnée exogène à l'analyse économique. Les économistes institutionnalistes considèrent, au contraire, la propriété comme une institution. A ce titre, l'analyse des droits de propriétés entre dans le champ de l'analyse économique.

(2) La richesse se manifeste par deux dimensions, une dimension matérielle (les choses) qui en est aussi la forme créative, et la dimension institutionnelle (le droit juridique ou monétaire de propriété des choses) qui en sont une forme restrictive.

(3) La nature contemporaine de la propriété se défait de ses attaches matérielles (les choses), le capital ou les actifs industriels sont pour partie "intangibles". C'est un changement majeur du point de vue de la substance de l'économie que cette apparition de l'immatériel, qui est au cœur de la dichotomie des institutions et en autorise le divorce.

¹⁵⁰ A propos de la position institutionnaliste de Ayres, cf. Ayres 1953, 1989a, 1989b et plus généralement sur son œuvre, cf. Breit 1989, Floyd/Mc Farland 1986, Pickens 1987, Walker 1979 et Rutherford 1981.

¹⁵¹ "In thus restraining Professor Commons' theses I do not mean to force my notion upon him but only to satisfy myself that, from my point of view at least, our ideas are not as divergent in substance as they appear to be in language" (Ayres 1989a, note 12).

(4) Ne pas considérer la différence entre une chose et le droit de propriété attachant à cette chose, ne pas considérer l'évolution dans la nature des droits de propriétés attachant aux choses, permet à l'Economie traditionnelle d'imputer des propriétés créatives au capital dans sa forme juridique ou monétaire alors que l'efficacité est relative à la dimension matérielle du capital.

Au regard de cet ensemble de propositions communes, on peut conclure, à cette étape, que Commons adhère non seulement à la distinction de Veblen entre l'industrie et les affaires mais aussi aux jugements de valeur qui lui sont explicitement attachés : l'industrie est potentiellement source d'abondance mais ce sont les affaires qui sanctionnent cette créativité, la plupart du temps en la contraignant dans le sens de ses propres critères d'efficacité pécuniaire. "Les affaires modernes, dit Commons, sont menées sur la base des actifs, c'est-à-dire de la rareté de la richesse et non pas de l'abondance de la richesse comme chez Smith. Les actifs procurent une caution pour les emprunts en argent mais cette garantie est menacée si l'offre de richesse s'accroît de façon si importante que les actifs voient leur "valeur d'échange" (*scarcity value*) diminuer sur le marché contre de la monnaie. Le paradoxe des actifs et de la richesse confond le sens commun. Mais le sens commun avait antérieurement injecté inconsciemment quelque chose qui conduit à limiter l'offre et à maintenir les valeurs d'échanges (*scarcity values*)" (Commons 1934a p.64 ¹⁵²).

Si Veblen et Commons se rejoignent sur le divorce de l'efficacité et de la rareté, l'idée de faire correspondre les transactions, la typologie élémentaire des comportements pour Commons, avec la dichotomie de Veblen demeure.

2.2. De la dichotomie à la dialectique.

Une difficulté subsiste, qui nous ramène au problème de Hamilton, pour intégrer les transactions de répartition dans la dichotomie fondamentale. En effet, aux transactions d'organisation (qui relèvent de l'ordre de la production et de l'efficacité technologique) et aux transactions de négociation (qui sont relatives à l'activité commerciale entretenant une rareté artificielle des biens matériels), Commons ajoute une dimension supplémentaire. Les transactions de répartition sont transversales aux deux autres catégories d'interactions et, surtout, elles les réconcilient. Elles sont le *modus vivendi*

¹⁵² "Modern business is conducted on the basis of assets, that is, scarcity of wealth and not on the abundance of wealth according to Smith. Whith assets one can give security for loans, of money, but the security is worthless if the supply of «wealth» is increased so greatly that assets have little or no scarcity value when sold upon the markets for money. This paradox of wealth and assets is confusing to common sense. But common sense has previously injected unconsciously something that restricts the supply and maintains scarcity value" (Commons 1934a p.64).

qui garde au pouvoir des affaires sur l'industrie son caractère raisonnable, elles sont le compromis entre la rareté et l'efficience.

Commons affirme bien l'opposition entre l'aire industrielle, l'organisation de la production (*going plant* ¹⁵³) et l'aire des affaires, l'organisation financière (*going business*), la richesse privée et la richesse collective (*wealth vs. commonwealth*) (Commons 1924 p.182). " le Complexe industriel (*going plant*) est l'organisation productive tournée vers le service du public. Le complexe d'affaire (*going business*) est l'organisation financière apportant un profit au producteur. L'un est le service aux autres personnes, l'autre est le pouvoir exercé sur elles. L'un est le moyen de rendre service, l'autre est le pouvoir d'obtenir un gain pour ce service" (Commons 1924 p.212 ¹⁵⁴).

Pourtant les deux dimensions sont réconciliées dans l'organisation globale (*going concern*). "Le complexe industriel est une organisation productive procurant un service au public, mais le complexe financier est l'organisation marchande tirant un gain de ce même public. L'un est exactement l'inverse de l'autre, et c'est le mélange de ces deux concepts opposés sous le terme de «valeur de l'organisation» (*going concern value*) qui fut introduit dans le jugement de la Cour Suprême" (Commons 1924 p.182). " (...) La réconciliation des deux points de vue est réalisée par l'adoption d'une règle de stabilisation du niveau des prix, de telle manière que l'étiquette exprimant la valeur nominale soit toujours aussi proche que possible de la même quantité de valeur réelle, et de telle manière que les banques n'assurent pas aux hommes d'affaires la possibilité de faire des profits sur la seule base des prix associée à une déflation générale, mais qu'elles les assurent de faire des profits sur la base de la croissance de la production et

¹⁵³ Ici intervient encore la difficulté de traduction de *going plant* et *going business*. Comme pour *going concern* la difficulté tient au synthétisme des expressions, qui dans le même terme rassemblent les idées de structure et de processus. Nous gardons l'idée d'organisation mais pour éviter la redondance dans la citation de Commons qui va suivre nous utilisons aussi la traduction de *going* par complexe.

¹⁵⁴ "The going plant is the producing organisation turning out service to the public. The going business is the business organisation bringing in outcome to producers. One is service to others persons, the other is power over them. One is the means of rendering service, the other is power to get a price for the service" (Commons 1924 p.212).

d'une baisse dans le coût des marchandises associées à une augmentation générale du bien être de la communauté" (Commons 1924 p.261 ¹⁵⁵).

La différence entre les deux institutionnalistes apparaît avec force dans la structure des catégories analytiques des auteurs : la partition est duale pour Veblen, elle a toujours la triade pour forme chez Commons. Cette différence de structure est loin d'être anodine, elle relève de ce que Veblen appelle "les préconceptions" à l'œuvre dans les deux systèmes de pensée.

Avec Henri Denis, on rappelle que Veblen rejette chez Marx la philosophie des droits naturels (cf. également la première partie) et la dialectique hégélienne. Chez Hegel, l'évolution humaine tend vers le progrès de l'esprit et l'économie marchande moderne émerge de ce progrès. L'histoire connaît des périodes de régression ("le despotisme de Rome", "les servitudes du monde féodal"), mais ces périodes ne sont que des étapes vers des formes plus élevées de la civilisation. Pour le philosophe, la liberté du commerce et de l'industrie sont une étape essentielle parce que la solidarité inconsciente à l'œuvre dans l'économie de marché les prépare à un état de solidarité supérieur. Ce moment supérieur de la vie sociale laisse une place fondamentale à l'Etat, où les individus réalisent enfin consciemment le bien de la communauté (Denis 1991).

Veblen ne partage pas cette idée de progrès des civilisations. Son analyse est duale et anti-téléologique : à chaque étape de l'histoire, les principes favorables et défavorables au bien-être de l'espèce humaine s'affrontent sans qu'il y ait une accumulation des principes favorables sous forme de progrès de la civilisation.

Chez Commons, comme pour Veblen, l'évolution sociale est l'effet d'un conflit entre des forces opposées. Mais, à la différence de ce dernier, il adopte un raisonnement quasi-dialectique que traduit bien son inclinaison poussée pour les tryptiques : rareté-efficiencence-avenir, conflit-interdépendance-ordre, transactions de négociation-transactions d'organisation-transactions de répartition. Au fond, la troisième catégorie introduite par Commons est bien la synthèse qui réconcilie les principes en concurrence. Les conflits trouvent une issue dans une norme de rationalité supérieure qui constitue une forme adéquate de régulation.

¹⁵⁵ "The going plant is a producing organisation furnishing a service to the public, but the going business is a bargaining organisation obtaining prices from the public. One is the exact reverse of the other, and it is the mingling of these two opposing concepts, under the name of «going concern value», that was injected into the opinions of the Supreme Court (...) " (Commons 1924 p.182). "The reconciliation of the two points of view is to be accomplished by the adoption of a working rule stabilizing the general level of prices, such that price-tickets calling for nominal values, shall always call for a nearly as possible the same quantity of real values, and such that banks will not insure business men in making profits on the mere prices to be followed by a general collapse, but will insure them in making profits on an increase in quantities and a reduction in the costs of commodities to be followed by a general increase in public wealfare" (Commons 1924 p.261).

Mais le principe qui tranche les conflits est associé à la notion de pouvoir (principe de souveraineté) : le pouvoir des directeurs d'une organisation (le chef de famille, le conseil d'administration de l'entreprise), le pouvoir de décision des cours de justice et de la Cour Suprême, le pouvoir de l'Etat. Ce pouvoir ne s'exerce pas sans contraintes, parfois physiques, sur les individus (*duress*), c'est le pouvoir d'établir les règles de comportement dans l'organisation ou l'institution. Cette association de la régulation (catégorie qui semble absente de la pensée par antithèse de Veblen) et du pouvoir rapproche, en dernier ressort, nos deux auteurs. En effet, pour Veblen, l'institution est aussi un vecteur de rationalisation des comportements. Les habitudes inculquées par les institutions sociales constituent les comportements requis par ces institutions. Il y a, de ce point de vue, une certaine efficience associée au pouvoir des institutions de produire des comportements compatibles à leurs fins.

Il reste que cette "troisième catégorie" mesure l'écart entre les pensées des deux institutionnalistes, écart qui n'est, cependant, pas forcément une différence susceptible de constituer un critère rédhibitoire de divergence. A la dichotomie/trichotomie des institutions correspond, en amont, une partition des valeurs. C'est aux présupposés des auteurs en matière de valeurs que l'on a recours, à présent, pour trancher la question de l'homogénéité de leurs pensées.

3. Vers une conception institutionnaliste homogène de la valeur ?

Le concept de valeur est polysémique. Dans le champ de l'Economie Politique, il désigne le caractère mesurable d'un objet (matériel ou non) susceptible d'être désiré et échangé (la valeur d'usage, la valeur d'échange, le prix). D'autre part, le terme de valeur désigne le caractère de ce qui répond aux normes idéales de son type. Cette acception est relative à des objets matériels ou immatériels mais aussi à des individus, leurs actions ou leurs comportements ; elle qualifie leurs qualités ou leur mérite, absolus ou relatifs. La valeur désigne aussi la qualité de ce qui produit un effet attendu, c'est une acceptation instrumentale de la valeur. Enfin, les valeurs dites supérieures désignent les normes ou les fins elles-mêmes (l'effet attendu). Ces différents sens, s'ils relèvent de niveaux conceptuels différents, ne sont pas pour autant indépendants. Le prix, l'évaluation économique portée sur une marchandise dépend tout autant des fonctions et des fins privilégiées par une société qu'elle ne répond à des mécanismes techniques ou des critères spécifiquement économiques.

Veblen et Commons partagent l'idée que les explications des prix développées traditionnellement par l'Economie Politique négligent la détermination de phénomènes

sociaux tels les habitudes ou les coutumes ou, plus généralement, la nature institutionnelle de la formation des valeurs économiques.

L'évaluation économique dépend, en fait, d'un niveau supérieur d'édification des valeurs qui relève des motifs ou des fins poursuivies par les institutions. Veblen et Commons convergent sur une analyse de la valeur à ce niveau institutionnel.

La question qui se pose est de savoir s'ils adoptent une position commune sur le méta-niveau de la valeur, c'est-à-dire sur une conception normative de la valeur au niveau global de la société.

On rattache fréquemment Veblen, bien que la terminologie ait été élaborée après lui, à une tradition de la conception "instrumentale" de la valeur. Quant à Commons, c'est une conception négociationnelle de la valeur (dite "raisonnable") calquée sur les pratiques jurisprudentielles qu'il adopte explicitement. La convergence de ces positions peut être examinée avant d'avoir recours aux "préconceptions" des auteurs en matière de valeur.

3.1. Les valeurs instrumentale et raisonnable.

Pour Ramstad, les conceptions de la (ou des) valeur (s) développée (s) chez Veblen et Commons relèvent de deux paradigmes (au sens de Kuhn) concurrents et incompatibles. Le courant institutionnaliste serait, ainsi, fracturé par deux paradigmes alternatifs : la valeur raisonnable de Commons contre la valeur instrumentale issue de la dichotomie de Veblen (Ramstad 1989a).

3.1.1. la valeur instrumentale et le statut de la valeur dans l'analyse de Veblen.

La théorie instrumentale de la valeur incombe à Dewey (1859-1952) et on doit plus particulièrement à Ayres la mixtion de la dichotomie institutionnelle de Veblen et de cette conception instrumentale de la valeur (Bush 1991). En tant qu'outil d'analyse, la dichotomie institutionnelle porte intrinsèquement un contenu fonctionnel qui peut aussi devenir un critère normatif.

Deux modes d'évaluation coexistent, pour Ayres, dans la société.

(1) Le premier repose sur un critère opérationnel du jugement qui est l'efficience instrumentale et constitue le fondement des procès technologiques, scientifiques et artistiques.

(2) Le second repose sur un critère opérationnel du jugement qui est la conformité aux pratiques cérémoniales de la société et conduit à la définition de statuts individuels dans une hiérarchie de mérites présumés. Le changement social peut être expliqué,

selon Ayres, comme le produit conflictuel de ces deux systèmes de valeur : la logique instrumentale est l'origine de la dynamique technologique et sociale alors que les pratiques cérémoniales sont par essence conservatrices, elles sont un frein au changement. En appréciant les complexes sociaux sous l'angle de leurs effets sur le procès évolutionniste, Ayres se positionne en faveur du critère instrumental de la valeur portée par la technologie, cette dernière étant favorable, selon lui, au changement social (qui peut être interprété de son point de vue comme une valeur supérieure, une fin pour l'organisation sociale, une norme). Il paraît, dès lors, que le changement social soit pour Ayres synonyme de progrès ¹⁵⁶.

Il semble que le rapport aux valeurs soit subtilement différent dans la pensée de Veblen. Sa prétention à l'objectivité scientifique dans la compréhension du procès évolutionniste est, certes, entachée par le ton satirique qu'il emploie à la description du fonctionnement de certaines institutions ou de certaines habitudes de pensée. S'il s'efforce d'être un observateur désintéressé, Veblen n'en laisse pas moins apparaître les sentiments moraux qui l'animent. "Veblen, dit Wolfe, était à la fois un scientifique neutraliste et un économiste du bien-être dont le travail était motivé par la volonté que l'Economie ne soit pas seulement une science évolutionniste générale de la dynamique du procès industriel mais une philosophie sociale qui pourrait avoir un contenu fonctionnel et conduire à un contrôle institutionnel pratique dans l'intérêt des valeurs sociales fondamentales" (Wolfe 1936 ¹⁵⁷). Cet aspect ne doit pas, cependant, recouvrir la volonté de Veblen de construire une Science Economique non normative, c'est-à-dire dans laquelle les comportements ne sont pas considérés comme déterminés par des normes substantives.

La conception de l'intérêt collectif chez Veblen est souvent rattachée par ses commentateurs à une conception matérialiste de la valeur, comparable à celle de Ayres. Le progrès technique serait le support du bien-être social, permettant l'accroissement de la quantité de biens disponibles ou l'amélioration de leur performance fonctionnelle. Il ne paraît pourtant pas que, pour Veblen, l'idéal social s'incarne dans la consommation, celle-ci relevant, d'après lui, plutôt de ressorts rituels que d'une nécessité objective ou vitale (Veblen 1889). Il ne semble pas, d'autre part, que Veblen nourrisse un implacable

¹⁵⁶ En témoigne, d'ailleurs, le titre de son ouvrage principal *The theory of economic progress*, Ayres, 1944.

¹⁵⁷ "Veblen was both a «colorless» scientist and a welfare-economist whose work was motivated by the desire that economics be not only a broad evolutionary science of dynamic institutional process but a social philosophy which would have functional content and drive for practical institutional control in the interest of fundamental social values" (Wolfe 1936).

mépris pour toutes les institutions cérémoniales ¹⁵⁸, même si, affectée par le spectacle de la coexistence d'une société prospère et de la persistance du chômage, de la misère et "du gaspillage", son analyse a le ton d'une critique réquisitoire des institutions économiques américaines.

Mais si les institutions dites cérémoniales peuvent s'avérer un obstacle au changement technologique et au bien-être collectif (c'est ce qui a été appelé plus haut la vulgate veblenienne, cf. la première partie), il semble que, pour Veblen, le fonctionnement harmonieux (sinon efficient) d'une société dépende de la cohérence entre les habitudes de pensée relatives aux pratiques matérielles et les institutions qui sont leur cadre. Si cet ensemble doit être favorable "au procès vital de la société", Veblen n'interprète néanmoins pas le procès évolutionniste comme un phénomène progressif.

Avec la conception instrumentale de Dewey, il partage surtout, d'une part, l'idée d'un "continuum de fins et de moyens" associé au procès évolutionniste, tel que la définition de fins fixes ou immuables pour la société semble inadéquate. D'autre part, il existe chez Veblen un critère transculturel de jugement qui est "la poursuite du processus vital générique" (Veblen 1899 p.221). Autrement dit, la théorie de la valeur sociale de Veblen a pour principe général la continuité de l'existence de l'espèce humaine à laquelle peut être rattachée la théorie des instincts, par exemple. Cependant, le contenu substantif prend lui-même place dans le continuum des moyens et des fins, de telle manière que les valeurs ne peuvent apparaître qu'au cours du procès d'investigation des institutions sociales. On ne peut établir ces valeurs *a priori* et surtout, elles ne s'avèrent jamais vraiment finales (Steehan/Tilman 1992).

En toute cohérence avec cette absence, en substance, de norme, l'analyse de Veblen apporte peu d'indications prescriptives en termes de politique économique ou de principe d'organisation sociale. Il reste que Veblen garde de Kant l'idée que les valeurs sont des standards de comparaison des cultures (Wolfe 1936) ; c'est pourquoi les habitudes de pensée lui semblent le point de vue obligé pour la compréhension du complexe institutionnel d'une société. Au delà de "la continuité du procès vital", que les valeurs puissent apporter les critères pour l'amélioration du fonctionnement de la société lui paraît une question non scientifique. Peut-être est ce là le domaine du Politique, domaine qui reste largement négligé par Veblen.

La question de la détermination des valeurs semble, au contraire, laisser une place fondamentale au politique pour Commons.

¹⁵⁸ Ce n'est sans doute pas animé par le mépris que Veblen, américain de culture norvégienne, s'est évertué à la traduction des sagas, récits mythologiques de la littérature médiévale scandinave.

3.1.2. Les valeurs raisonnables de Commons : une conception instrumentale de la valeur ?

La valeur est une question centrale de l'investigation de Commons, si l'on en croit le volumineux chapitre qui lui est consacré dans *Institutional Economics*. Dès *Legal Foundation of Capitalism*, Commons se propose d'éclairer la conception économique des valeurs sous l'angle des décisions juridiques des cours de justice et surtout de comprendre "ce que les cours entendent par les valeurs raisonnables" (Commons 1924, préface p.viii). Selon Wolfe, l'approche de la valeur chez Commons est strictement institutionnelle. Comme Veblen, il se préoccupe peu des valeurs transcendantes (ou fondamentales) (Wolfe 1936).

Le concept de "valeurs raisonnables" est tout d'abord une critique du rôle de la raison individuelle dans les affaires humaines, qui relèvent plutôt, selon Commons, de la rationalisation par les cours de justice ou du "raisonnable", c'est-à-dire, au fond, d'une raison collective. Le caractère raisonnable des transactions est attaché à toutes les attitudes sociales et processus mentaux qui conduisent les hommes à s'accorder sans l'usage de la violence. Ces transactions sont fondées sur l'idée que "l'avenir ressemble au passé" et que par conséquent les coutumes sont un vecteur puissant de transmission des objectifs des actions.

Commons appelle parfois les valeurs raisonnables, les "valeurs volontaires", les valeurs raisonnables étant un compromis construit à partir des intérêts en conflits. Le terme de valeur volontaire et les références répétées à Hume, qui a développé une critique de la raison au profit d'une théorie de la valeur basée sur les sentiments, a pu conduire à une interprétation des valeurs raisonnables comme une théorie subjective de la valeur (Biddle 1990, Langlois 1989, Rutherford 1989). C'est compter sans l'importance qu'accorde Commons au contrôle social des comportements, mais aussi à celui des volontés elles-mêmes. Les institutions sociales n'ont pas qu'une action coercitive sur les comportements : le contrôle social est aussi "une libération et une extension" des volontés. En ce sens, le contrôle social concerne également les objectifs (une des dimensions des valeurs) qui sont la justification de la coercition (Commons 1924 p.114).

Les individus ne sont pas des entités égales non hiérarchisées et la régulation de leurs transactions est exercée par ceux qui détiennent le pouvoir. Cet exercice du pouvoir peut prendre la forme de la coercition, de l'intimidation mais c'est plutôt la persuasion qui est le moyen le plus stable pour faire adhérer les membres d'un complexe social aux objectifs poursuivis par celui-ci. Il s'agit, au fond, de faire partager les valeurs d'une collectivité par ses participants.

Mais, s'il existe une détermination institutionnelle *in fine* des valeurs, ces valeurs institutionnelles font cependant l'objet d'un compromis entre les intérêts divergents. La valeur raisonnable repose sur une psychologie "négociationnelle" de type "*Gestalt*" ¹⁵⁹ où l'individu disparaît au profit des interactions et de l'action collective (Wolfe 1936).

La détermination des valeurs est donc un processus car, comme le dit Commons, la valeur n'est pas un objet fixé. Et, "si la valeur est un procès d'évaluation, l'objectif de l'évaluation détermine ce que la valeur doit être" (Commons 1924 p.211 ¹⁶⁰). Ce processus est éminemment politique, au sens d'organisation et d'exercice du pouvoir dans une société, même si Commons note une séparation croissante entre l'exercice du pouvoir souverain et l'exercice d'un pouvoir économique, autrefois indissociables.

Dans *Legal foundation of capitalism*, Commons développe l'idée que le processus politique de définition des valeurs, et plus précisément des valeurs économiques, est historiquement associé au pouvoir du souverain, de telle sorte qu'il est clair que, pour lui, les valeurs ne sont pas transcendantales mais contingentes et évolutives.

Commons évoque l'évolution des objectifs publics au cours de l'histoire : limités au maintien de la paix et à l'obtention de revenus pour le souverain, dans un premier temps, l'objectif s'est étendu, par la suite au développement de la richesse nationale. A ce propos, Commons développe une conception de la monnaie tout à fait divergente de la conception libérale. La monnaie semble, pour Commons, une institution délibérée plus qu'une institution organique (selon la terminologie autrichienne). En effet, selon lui, pour favoriser le dessein du développement de la richesse nationale, les autorités se sont efforcées de définir un standard unique d'évaluation : la monnaie. Plus encore, avec le développement du système capitaliste, le mode d'évaluation pécuniaire est devenu prédominant et, à lire Commons, il semble que ce mode d'évaluation soit aussi de nature pragmatique (*versus* organique). "Ainsi, ce n'est pas tant la matière de laquelle est tirée la monnaie, ni le mécanisme de la monnaie et du crédit, dit-il, que les décisions des juges qui déterminent la mesure de la valeur et le moyen d'échange. Ce

¹⁵⁹ La "*Gestalt*" ou théorie des formes, est apparue au début du siècle, en Allemagne, dans le domaine de la psychologie de la perception. Wertheimer, Köhler, et Koffka ont mis en évidence que la perception globale diffère radicalement de la perception de ses composants. La "*Gestalt*" s'oppose au structuralisme pour laquelle la perception d'objets complexes résulte de la reconnaissance de ses composants. Les découvertes de la "*gestalt*" dans le domaine de la perception ont été appliquées à l'éducation et la psychologie sociale avec notamment Solomon Asch. Mais la métaphore de la "*gestalt*", comme modèle scientifique privilégiant la globalité à ses composants doit être considérée avec précaution. En effet, Arch s'opposait au courant behavioriste, qui privilégie l'influence de l'environnement physique et social dans la détermination des comportements, en donnant un rôle prédominant à la raison. Ce n'est certainement pas là une position partagée par Commons. Sur la "*gestalt*", cf. Rock/Palmer, 1991.

¹⁶⁰ "If value is a proces of valuing the purpose of the valuation determine what the value shall be" (Commons 1924 p.211).

n'est pas l'or, mais le cours légal attribué à l'or par les cours, qui détermine le prix que les hommes d'affaire payeront pour les marchandises (...)" (Commons 1924 p.245 ¹⁶¹). Cette proposition de Commons exprime clairement que le processus de détermination des valeurs est de nature politique.

L'objectif politique s'est, par la suite, poursuit, Commons, étendu au maintien d'un niveau stable des prix et à la prévention des oscillations de la prospérité et de la dépression pour stabiliser les anticipations et les comportements.

A l'époque moderne, et dans le cadre du système capitaliste et des institutions politiques démocratiques, Commons considère que les pratiques juridiques anglo-saxonnes de la *Common Law* constituent un modèle d'élaboration raisonnable des valeurs. Le contrôle social, l'exercice politique du pouvoir sur les valeurs ne se manifesterait plus sous la forme d'une simple détermination souveraine mais par l'arbitrage des conflits.

Pour Wolfe, cette conception des valeurs économiques chez Commons, et particulièrement des valeurs raisonnables, négociées et sanctionnées par le pouvoir politique, rejoint une conception instrumentale de la valeur. Les valeurs supérieures, pour lesquelles les valeurs raisonnables sont une technologie instrumentale, sont pour leur part relatives et indécidables.

La question de l'instrumentalité ne semble pas être, comme le défend Ramstad, au cœur d'une divergence supposée dans la conception des valeurs chez Veblen et Commons. Il semble, au contraire qu'une certaine convergence prédomine, dans le fond, sinon dans la forme, entre les deux institutionnalistes. Pour Veblen, le processus des moyens et des fins conduit à un renouvellement continu des fins et des valeurs. De même, chez Commons, le processus historique révèle une évolution des objectifs déterminant les valeurs. Dans cette perspective évolutionniste, les valeurs (même raisonnables) sont transitoires, locales et relatives.

Cet évolutionnisme des valeurs dénote sans doute une rupture importante avec une conception plus courante en Economie selon laquelle le bien public (*welfare maximum*) est conceptualisé comme l'expression mathématique de l'agrégation des satisfactions privées, homogènes et déterminées par des critères normatifs. Pour Commons, le bien public est un compromis négocié et arbitré de volontés et de désirs divers qui permet la paix et la stabilité des anticipations. Mais ce compromis est toujours remis en cause

¹⁶¹ "Thus it is not so much the material out of which money is made, nor the mecanisme of money and credit, as it is the behavior of judges in deciding disputes, that determines the mesure of value and medium of exchange. It is not gold, but the legal tender attribute of gold attached to it by the courts, that determines the prices that business men shall pay for comodities (...) " (Commons 1924 p.245).

dans le flux des transactions. Pour Veblen, le critère ultime du bien public est la continuité du processus vital de l'espèce humaine. Mais pour les deux institutionnalistes, les changements dans les conditions économiques, dans les connaissances, dans les modalités de production et de consommation, et surtout dans les valeurs interdisent cette conception en terme de maximisation du bien-être collectif.

Pourtant, malgré cette forte position commune, persiste, entre les deux auteurs, un écart dans la représentation des valeurs dont l'enjeu reste le caractère raisonnable dont Commons gratifie le processus démocratique de détermination des valeurs. C'est, finalement, dans leurs présupposés philosophiques qu'on cherche à préciser la nuance entre les pensées sur les valeurs.

3.2. Les présupposés philosophiques, les conceptions pragmatiques de la valeur.

La base philosophique de l'institutionnalisme américain est une philosophie "indigène", elle-même influencée par la philosophie allemande (l'idéalisme dialectique de Hegel, l'herméneutique de Dilthey et le courant néo-kantien). Cette philosophie américaine est le pragmatisme dont Peirce est, pour Mirowski, le représentant à la fois le plus important et le plus méconnu (Mirowski 1987). Selon lui, Peirce est un précurseur de l'épistémologie moderne dans la mesure où il conçoit la science comme une herméneutique c'est-à-dire un procès d'interprétation (de textes, de doctrines ou de phénomènes), dans un cadre social déterminé ou au sein d'une communauté scientifique spécifiée. En cela, il défend la thèse de l'incommensurabilité des valeurs hors des critères partagés par une communauté d'investigation, et par suite, le caractère local de la vérité ainsi que son caractère évolutionniste. Son intérêt pour la méthode déductive a pu conduire à interpréter le pragmatisme comme un plaidoyer pour l'empirisme alors que Peirce admet que les faits peuvent être contradictoires vis-à-vis d'une loi. Il considère que leur corrélation avec des critères locaux de connaissance est plutôt de nature probabiliste. Mais c'est de "l'abduction" que relève, pour Peirce, l'évolution des critères de vérité comme la créativité et l'innovation dans les sciences. "L'abduction, dit Peirce, est le procès qui conduit à la formation de l'hypothèse explicative, c'est la seule opération logique qui introduit les idées neuves" (Peirce 1934 p.106 ¹⁶²). Une des sources de l'abduction dans les sciences est le transfert de métaphore d'une sphère d'investigation à une autre. Peirce justifie ainsi le crédit des connaissances issues du

¹⁶² Citation originale et entière : "Abduction is the process of forming an explanatory hypothesis ; it is only logical operation which introduces any new ideas ; for induction does nothing but determine a value, and deduction merely evolves the necessary consequences of pure hypothesis" (Peirce 1934 p.106), cité par Mirowski 1987.

domaine naturel. Mais il insiste aussi sur le caractère évolutionniste des lois naturelles elles-mêmes.

La pensée de Peirce, d'un abord difficile, s'est diffusée à travers les versions transformées de James et de Dewey. Mirowski estime que James a réduit le pragmatisme à un simple behaviorisme et psychologisme individuel, en évacuant le rôle des "communautés d'investigation" (Mirowski 1987). Dewey, quant à lui, concentre sa réflexion sur la relation existant entre les croyances issues des sciences de la nature et les valeurs. Il définit ces dernières de façon générale comme tout ce qui a une autorité sur la direction des conduites.

Mirowski, évaluant la filiation entre le Pragmatisme et l'Institutionnalisme, conclut à la prégnance du premier sur les fondateurs Veblen et Commons et à sa dégénérescence en un empirisme simple (chez Mitchell en premier lieu) et en un "matérialisme prosaïque" (Chez Ayres en particulier) chez les institutionnalistes de la seconde génération.

Se fondant peut-être sur leurs références explicites, Mirowski estime la conception de Veblen plus proche des pragmatismes de James et Dewey et celle de Commons, plus conforme au pragmatisme fondateur de Peirce.

Le cadre de la sociologie de la connaissance ¹⁶³ conduirait à faire remarquer que Veblen a pourtant été l'étudiant de Peirce à John Hopkins tandis que Commons entretenait des relations intellectuelles et amicales avec Dewey. Mais c'est surtout la présentation des concepts pragmatiques par Mirowski qui nous conduirait à une conclusion, cependant, différente de la sienne en matière d'influence : la conception de la valeur raisonnable de Commons paraît proche du pragmatisme de Dewey bien qu'il s'inspire également de Peirce, alors que l'analyse de Veblen présente surtout des analogies fortes avec l'Herméneutique de Peirce. On est, en effet, frappé par la proximité de l'instrumentalisme de Dewey et de la définition des valeurs articulée à la notion d'avenir (*futurity*) chez Commons (voir *supra*). "L'Instrumentalisme est un essai de constitution d'une théorie précise et logique de ce que sont les concepts, les jugements et les inférences dans leurs implications variées, en considérant principalement comment la pensée fonctionne en terme de détermination expérimentale des conséquences futures" (Dewey cité par Mirowski 1987 ¹⁶⁴).

¹⁶³ On entend par "sociologie de la connaissance" la méthode qui consiste à envisager la connaissance à travers le contexte historique et social des idées, dont la biographie des auteurs.

¹⁶⁴ "Instrumentalism is an attempt to constitute a precise logical theory of concepts, of judgements and inferences in their various forms, by considering primarily how thought functions in the experimental determinations of future consequences (...)"

Cependant, il est vrai que Peirce définit également la pensée par rapport à sa fonction d'évaluation des conséquences à venir. La conception de la pensée chez Commons est conforme à cet héritage, ce qu'il exprime avec un sens particulier de la synthèse : "*Pragmatism is Futurity*" (Commons 1934a p.152), ce qui signifie que sa conception de la pensée est marquée par l'idée pragmatique de capacité à se projeter dans l'avenir.

De même, on notera une convergence avec Dewey autour d'une vision progressiste de l'histoire, pour laquelle les conflits de principes sont un moteur et sont réconciliés dans des compromis institutionnels à travers un processus d'essai et d'erreurs (*trial and error*).

Si Mirowski note que le pragmatisme de Dewey est "un mariage de Peirce et de Hegel", on remarque qu'il existe chez Commons une conception proche d'une dialectique associée à la formation historique des valeurs. "L'Histoire, dit Dewey, est la marque du développement de la liberté à travers le développement des institutions (...). Ici nous avons, en réaction à la notion de liberté dans la théorie libérale classique, une conception délibérée réfléchie. La liberté est un processus, un objectif, non une donnée initiale et elle est atteinte par l'idéalisation des institutions et de la loi" (Dewey 1931 p.285 ¹⁶⁵).

On retrouve chez Commons cette idée de progrès de la civilisation par le développement des institutions (la monnaie est un progrès relativement au système de dette en nature, la *common law* est un progrès vis-à-vis de l'arbitraire des juridictions féodales ...). Cependant, il n'y a pas, chez lui, de vision déterministe de l'histoire et cette vision non déterministe justifie la nécessité et le fondement de l'action collective et du contrôle social. Le même type de rationalisation des phénomènes est en jeu, dit-il, aussi bien dans le capitalisme d'affaire que dans le communisme ou le fascisme. On ne trouve pas dans son analyse l'idée de rationalité exogène au processus d'évolution mais une rationalisation artificialiste fondée sur la négociation et la régulation des conflits.

Veblen et Commons se retrouvent, par conséquent, au moins sur la représentation non déterministe si ce n'est sur la notion de progrès, explicitement absente chez Veblen.

Ainsi, pour James et Dewey comme pour Commons, les valeurs sont un compromis pratique appliqué aux usages sociaux. Les politiques sociales sont jugées en tant

¹⁶⁵ "History is the record of the development of freedom through the development of institutions (...). Here we have instead an anticipatory criticism and challenge of the classical liberal notion of freedom, a deliberate reflective and reactionary one. Freedom is a growth, an attainment, not an original possession, and it is attained by idealisation of institutions and law" (Dewey 1931 p.285), cité par Mirowski 1987.

qu'elles sont une technologie instrumentale pour des fins qui, si elles ne sont pas finales, sont des moyens pour d'autres fins qui leur sont supérieures.

Commons apporte lui-même une évaluation judicieuse de sa filiation aux différentes sources d'influence pragmatique. Il évoque, en effet, la distinction entre le pragmatisme de Peirce et celui de Dewey et James qui tient - selon une interprétation de Peirce lui-même - au fait qu'il se préoccupe, pour sa part, de fonder une théorie de la connaissance, alors que James et les autres pragmatistes se préoccupent d'une "philosophie de la vie, de la valeur et du désir".

Cette différence conduit à une nuance importante lorsqu'on considère les critères de validation d'une proposition : pour Peirce, une proposition est vraie quand elle produit les effets attendus alors que pour James, une proposition est vraie quand elle produit les effets souhaités (pour l'individu) et pour Dewey, elle est vraie quand les conséquences sont socialement désirables.

Commons définit, en fait, deux niveaux de pragmatisme. Alors que celui représenté par Peirce est une méthode d'investigation scientifique, celui représenté par James et Dewey renvoie aux différentes philosophies sociales présumées par les acteurs sociaux dans leurs pratiques de négociation. "Au sens qui vient d'être évoqué, nous suivons par conséquent plus étroitement le pragmatisme social de Dewey, alors que dans notre méthode d'investigation nous suivons le pragmatisme de Peirce. L'un est un pragmatisme scientifique - une méthode d'enquête - l'autre est le pragmatisme de l'être humain - le sujet de la Science Economique" (Commons 1934a pp.150-151 ¹⁶⁶).

Il semble que Veblen s'en tienne au premier niveau du pragmatisme, c'est-à-dire à un niveau d'investigation scientifique et qu'il soit, par conséquent plus proche de Peirce que de Dewey. Chez Peirce, les critères de valeur relatifs à la connaissance scientifique sont probabilistes et arbitrés par les faits. On retrouve une forme d'herméneutique chez Veblen, pour lequel la connaissance doit être appréhendée du point de vue des habitudes de pensée partagées non seulement par la communauté scientifique mais aussi par la communauté sociale toute entière. On trouve aussi une illustration remarquable du lien établi par Peirce entre le comportement d'une communauté et le procès sémiotique ¹⁶⁷, le sens des signes et de leur circulation dans la société, dans "la théorie de la classe de loisir" où Veblen rattache les comportements de consommation, non à

¹⁶⁶ "We therefore, under the later meaning, follow most closely the social pragmatism of Dewey ; while in our method of investigation we follow the pragmatism of Peirce. One is scientific pragmatism - a method of investigation - the other is the pragmatism of human beings - the subject matter of the science of economics".

¹⁶⁷ Saussure définit la sémiotique comme la "science qui étudie la vie des signes au sein de la vie sociale".

une structure des besoins ou une logique de l'échange mais, à un système de signes basé sur le prestige social.

Pour Commons, les conflits d'intérêts, tels qu'ils émergent de la dichotomie des institutions, sont désamorcés par des compromis avantageux pour l'ensemble de la communauté, les valeurs raisonnables étant sélectionnées sur l'exemple des "meilleurs pratiques existantes pour une situation donnée". Ce caractère raisonnable n'exclut, néanmoins, pas un certain usage du pouvoir (qui dans sa forme la moins violente, la "persuasion", prend l'apparence de l'adhésion des participants) si bien qu'au fond, les valeurs émanent du Politique. S'il y a compromis sur les valeurs c'est, pour Veblen, à travers un système de représentations dominé par les principes des affaires ¹⁶⁸. Mais, à la différence de Commons, ce compromis ne résulte pas de la médiation du politique et rien ne garantit qu'il soit le meilleur possible. Ainsi, Veblen n'envisage pas le caractère raisonnable de ce compromis.

"Par un chemin différent de Veblen, déclare Wolfe, Commons aboutit substantiellement à la même chose" (Wolfe 1936).

En soulignant le rôle du pouvoir dans la détermination des valeurs, Commons met, comme Veblen, l'accent sur les situations de concurrence imparfaite. Le caractère raisonnable des valeurs n'est pas absolu mais il est lié aux notions prévalantes d'équité et de justice. Reste que, pour Commons, prédomine une conception "optimiste" des institutions, une foi en la capacité régulatrice de ce que Zingler appelle "son *Deus ex machina* qu'est la Cour Suprême", et plus généralement, des autorités juridiques et politiques (Zingler 1989).

On peut considérer qu'en vertu de son inclinaison pour le réformisme, Commons adhère à la maxime de Mitchell pour lequel " La seule raison, la seule excuse pour étudier la théorie économique est de rendre le monde meilleur" ¹⁶⁹. D'ailleurs, ne dit-il pas lui-même : "j'ai essayé de transformer le capitalisme pour le rendre meilleur" (Commons 1934b p.143). Veblen est, en revanche, plus pessimiste sur la nature des transformations institutionnelles et sceptique quant à l'idée de progrès de la civilisation. Si son pamphlet sur le "soviet des techniciens" traduit sa déception à l'égard de la subordination des producteurs aux spéculateurs (Veblen 1908), sa seule utopie est un espoir incrédule de

¹⁶⁸ Mirowski remarque que Veblen a négligé l'attrait du modèle des sciences "dures" (la physique et la mécanique) pour les ingénieurs enclins, par suite, à admettre la version néo-classique de l'économie politique. Veblen est néanmoins tout à fait conscient de l'adhésion des ingénieurs aux valeurs "des entrepreneurs absentéistes". Son plaidoyer pour "un soviet des techniciens" présente, d'ailleurs, le caractère d'une utopie.

¹⁶⁹ "The only reason, the only excuse, for the study of economic theory is to make this world a better place in which to live", cité par Ramstad, 1989.

voir les valeurs pacifistes et industrieuses triompher des valeurs prédatrices et destructives.

CONCLUSION GENERALE DE LA DEUXIEME PARTIE

On a pu douter du contenu critique porté par les analyses de Commons en s'appuyant sur ses propres affirmations de ne pas vouloir rompre avec la Science Economique traditionnelle. On a pu également douter, par conséquent, de la convergence des analyses de Commons avec un agenda critique et, à plus forte raison, un agenda positif propres à un programme de recherche institutionnaliste en Science Economique, tel qu'il a pu être fondé à partir des travaux de Veblen.

Au delà des précautions rhétoriques de Commons, on peut, à l'inverse, conclure avec Whalen que "la volonté de construire une Economie institutionnaliste est incompatible avec l'orthodoxie" (Whalen 1989). Pour cet auteur, Commons rejette explicitement quatre "croyances fondamentales" pour l'Economie néo-classique.

(1) La première postule que les économies de marché sont naturellement régulées. Commons, lui, insiste sur le rôle du pouvoir, non seulement en termes d'asymétrie entre les acteurs, mais au sens que l'organisation hiérarchisée de la société confère au "politique" un statut de causalité principale (ultime, sinon unique) dans les décisions économiques significatives et la régulation des systèmes économiques. L'apport le plus original de Commons est d'avoir focalisé l'analyse de la régulation économique sur les pratiques et conceptions juridiques, qui lui paraissent être, à la fois, le réceptacle des innovations en matière de pratiques économiques et sociales et le vecteur de la diffusion de ces pratiques au regard de critères de valeurs ayant cours.

(2) La seconde est relative au fait que les éléments considérés comme non économiques par la théorie, telles les institutions, sont traités comme des frictions qui interfèrent avec le fonctionnement pur ou harmonieux des systèmes économiques. De l'analyse de Commons, on peut, au contraire, établir que c'est grâce à ces éléments considérés comme extra-économiques que les économies de marché fonctionnent. C'est la thèse réactualisée et explicitée par Hodgson pour lequel le marché ne fonctionne que grâce à ses "impuretés" (Hodgson 1988). Commons confère aux transactions de négociation des caractéristiques certes spécifiques, mais qui ne peuvent pourtant pas être isolées de la matrice institutionnelle (et ses manifestations réglementaires dans les domaines juridique et moral) dans lesquelles elles sont "enchâssées".

(3) Le troisième credo néo-classique serait, selon Whalen, qu'un système économique est indépendant des autres systèmes sociaux. Cette idée correspond avec la précédente, mais se réfère à un niveau différent d'analyse. Une des originalités de l'œuvre de Commons est d'avoir présenté la genèse (Commons 1924) et le

fonctionnement (Commons 1934a) du système capitaliste américain du point de vue de l'interdépendance entre la dynamique économique et la dynamique juridique. L'idée force que le système économique ne peut, pour les besoins de sa compréhension, être isolé des autres systèmes artificiellement catégorisés a, d'ailleurs, contribué à faire qualifier Commons d'auteur holiste.

(4) Le dernier point est que l'approche néo-classique de l'échange se fait en termes de maximisation et d'optimisation. Outre que les conceptions comportementales développées par Commons sont incompatibles avec celles qui sous tendent la théorie néo-classique de l'échange (l'utilitarisme et la rationalité), c'est surtout l'idée que les transactions (seraient-elles marchandes) se dénouent, au mieux, par la négociation et le compromis faisant émerger "des valeurs raisonnables" et, au pire, par la décision arbitraire des tenants du pouvoir que l'analyse de Commons se démarque irrémédiablement du modèle économique de référence.

Plus généralement on retrouve, comme pour Veblen, le rejet d'une conception déductive de la science, des préoccupations relatives à la définition des conditions de réalisation d'un équilibre statique et l'idée de recherche des lois naturelles ou universelles d'organisation sociale comme objet de la Science Economique. Mais, au-delà de cette convergence sur l'agenda négatif, la confrontation des analyses de Commons aux théories de Veblen a permis de montrer que sur les questions fondamentales (et fondatrices) que sont : la conception évolutionniste de la Science Economique et l'analyse de la structure du système économique américain, à la fois du point de vue de l'organisation et du point de vue du procès ; Commons présente des analyses tout à fait cohérentes avec celles de Veblen, faisant de ces deux aspects des éléments d'une position cruciale propre au courant institutionnaliste.

Les analyses présentent, cependant, un certain nombre de différences que l'on peut attribuer à la spécificité des préoccupations et des "pensées" plus qu'à des divergences de fond.

La dynamique, tout d'abord, est abordée par Veblen à travers la confrontation des procès technologiques et institutionnels, alors que Commons insiste sur l'importance de la dynamique juridique. Les deux appréhensions ne sont pas exclusives et on peut concevoir que l'étude des ressorts de la dynamique économique puisse être entreprise sous divers aspects. L'idée que les institutions et les principes qui dirigent les phénomènes économiques se transforment et changent qualitativement de nature ressort néanmoins des deux analyses. Comme le remarquent Hamilton - ainsi que Commons d'ailleurs -, les analyses reposent sur des sources différentes. Commons s'est fondé sur ses expériences dans un syndicat de travailleur et les agences gouvernementales pour

souligner l'importance de l'action collective et du cadre juridique, alors que les sources anthropologiques de Veblen ont conditionné sa perception de la technologie comme l'élément majeur dans l'histoire de la culture humaine.

Cette diversité des sources fonde également la différence d'appréciation sur le statut des compromis sociaux et du caractère raisonnable des valeurs économiques. A cet égard, la vision pessimiste du monde développée par Veblen, associée à son scepticisme sur la capacité régulatrice et la volonté de promotion du bien-être social par les institutions et par l'Etat, tranche avec l'optimisme de Commons qui s'est traduit par sa position réformiste en matière de politique économique.

Ces différences ne condamnent pourtant pas l'ensemble des apports de Veblen et de Commons dans leur capacité à pouvoir constituer un fondement cohérent pour le courant institutionnaliste. Ce courant aurait ainsi, et contrairement à ce qui a pu être prétendu, une assise plus théorique qu'idéologique.